

la gauche

#02

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
46^E ANNEE • AVRIL 2004

Comprendre le monde pour le changer



Nos **vies** valent
plus que leurs
profits

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

photo: alterphoto.com

www.sap-pos.org

DÉBAT:
La constitution européenne.
Un pas en avant?



Le Brésil sous **LULA**
Vers une **DÉCEPTION** populaire?

A l'heure où les attaques à l'encontre des droits économiques et sociaux fondamentaux s'accroissent partout en Europe, la gauche ouvre ses colonnes à Droits Devant, collectif contre l'exclusion actif depuis plusieurs années dans la région du Centre.

Entretien avec Freddy Bouchez. PROPOS RECUEILLIS PAR CÉLINE CAUDRON

Comment on sort de ce merdier? C'est à gauche et DROITS DEVANT

C'est en juillet 1997 que Droits Devant naît de la volonté de minimexés, de chômeurs, de militants syndicaux et de simples individus de la région du Centre. Comme l'explique Freddy Bouchez, l'idée de départ était de regrouper les initiatives qui se menaient sur le plan de l'action collective revendicative par rapport à la problématique de l'exclusion sociale, pour créer, autour du thème de la défense des droits économiques et sociaux, le pôle unitaire le plus large possible. On parlait du principe que la défense des droits économiques et sociaux concerne tout le monde.

Concrètement, Droits Devant a travaillé sur différents thèmes. Dans le cadre de la lutte contre la loi sur le droit à l'intégration sociale entre autres, le collectif a créé un comité unitaire de mobilisation, en regroupant l'associatif et en interpellant les organisations syndicales pour qu'elles y participent activement. Freddy soutient que, au niveau de l'action en Belgique, ignorer les organisations syndicales, c'est pas vraiment possible. Les syndicats sont incontournables, il faut les interpeller systématiquement pour qu'ils bougent, mais on ne doit pas les attendre pour bouger. C'est avec cette pression, que pendant tout un temps de la campagne, le comité unitaire a eu l'appui des organisations syndicales de la région et a réussi à organiser une manifestation.

Souvent, les activités de Droits Devant prennent la forme d'un débat public pour inciter les associations et les syndicats à prendre ouvertement position et pour interpeller les partis et les institutions comme le CPAS.

Mais surtout, comme le souligne Freddy, pour construire nos actions et déterminer leur contenu, on s'est toujours basé sur le témoignage et le vécu des personnes qui vivent la précarité. On fait aussi en sorte que leur parole soit entendue et un minimum prise en compte, notamment à travers le spectacle "J'm'en fous d'en avoir marre", réalisé à partir d'un atelier d'écriture composé d'une dizaine de personnes qui vivent des difficultés sociales. C'est un outil qui permet d'aller partout, dans plein de milieux. Donc ça donne un écho large à la prise de parole et ça permet de faire de l'éducation permanente sur toute la problématique des évolutions en matière de droits économiques et sociaux, en matière d'emploi, de répartition des richesses, etc.

Aujourd'hui, à propos de l'organisation de la lutte contre la proposition de loi sur le contrôle de la disponibilité des chômeurs, Freddy pense que, de un, il faudrait dire un non ferme au plan Vandembroucke. De deux, se battre sur la question de l'emploi avec des revendications précises et de trois organiser une mobilisation un peu plus générale. Pour gagner sur le plan des mesures

Vandembroucke, il faut mobiliser les actifs. Mais mobiliser pour la défense des droits économiques et sociaux fondamentaux sur le plan belge est quelque chose d'assez compliqué. On a encore du pain sur la planche. Je crois que la grosse pression à organiser, c'est vers les organisations syndicales pour qu'elles aient des positions plus radicales et une stratégie d'action plus mobilisatrice, plus unitaire, une stratégie d'action qui mobilise tout le monde, l'ensemble des travailleurs sur ces questions là.

Ce n'est que de cette façon qu'on pourra modifier les rapports de force et empêcher certaines choses. ■

Droits Devant, c'est pas seulement la défense des droits économiques et sociaux fondamentaux, le collectif propose aussi des alternatives :

- Baser le calcul des revenus liés aux allocations sociales sur 50% du PIB par habitant. En Belgique, il ne devrait donc plus y avoir aucun revenu en dessous d'environ 1 027 euros.
- Parallèlement, élever de façon significative l'ensemble des salaires et particulièrement les bas salaires et le salaire minimum garanti.
- Réduire le temps de travail à 32h, sans perte de salaire et avec embauches compensatoires. Cette réduction du temps de travail doit être généralisée et encadrée par une loi pour que les employeurs ne puissent pas l'utiliser comme ils l'entendent.
- Constituer un impôt sur les grosses fortunes, la Belgique étant le seul pays en Europe où un tel impôt n'existe pas.
- Lutter contre la fraude fiscale par laquelle les détenteurs de capitaux détournent tous les ans plus de 10 milliards d'euros.

Contacteur Droits Devant:

Rue des Canadiens, 119, 7110 Strépy-Bracquegnies.

Tél : 064/67.80.68.

Courriel : Droits.Devant@skynet.be

Site : <http://users.skynet.be/Droits.Devant/>

Numéro de compte : 742-6412375-31

Voilà le spectacle *J'm'en fous d'en avoir marre*, interprété par la troupe du théâtre du Coplon:

La troupe sera à l'Institut Pie X de Châtelaineau le 1er avril et à l'Athénée et l'Institut Don Bosco de Quiévrain les 23 et 30 avril.

Le spectacle sera à nouveau joué principalement de octobre à novembre 2004.

Contacts: theatreducoplon@skynet.be // tél : 065/64.35.31

Le massacre injustifiable du 11 mars à Madrid n'est pas le 11 septembre de l'Europe. S'il faut le condamner avec force, il faut également refuser l'interprétation selon laquelle ce serait toute l'Europe ("notre civilisation") qui aurait été attaquée. Cette version que tente de nous vendre nos gouvernements - secondés en cela par tous les médias - n'a pour but que de nous embrigader dans de nouvelles aventures militaristes ou de nouvelles dérives sécuritaires.

Si les auteurs des attentats avaient voulu frapper l'Europe, c'est à Bruxelles et non à Madrid que les bombes auraient éclaté. Mais en sanctionnant comme ils l'ont fait le gouvernement belliciste d'Aznar, sans pour autant dédouaner les auteurs du massacre, les peuples de l'Etat espagnol ont clairement démontré où se situaient les responsabilités politiques.

pour de basses raisons électoralistes d'en imputer la responsabilité à l'ETA, n'ont été en effet que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Si la riposte du peuple espagnol démontre de manière salutaire les limites de la manipulation et du mensonge permanent sur lesquels repose l'actuelle gestion du pouvoir, c'est l'ensemble de la politique anti-sociale, militariste, raciste, et liberticide - à quoi s'ajoutait un style arrogant et autoritaire - d'Aznar qui a été sanctionnée.

En ce sens, la déroute du PP (et non la victoire du PSOE, qui jouit d'une confiance limitée) représente une cuisante défaite non seulement pour le camp réactionnaire des Bush, des Blair, des Berlusconi, mais pour le néolibéralisme en général. La guerre globale et sans fin "contre le terrorisme" décrétée par l'Administration Bush et ses fidèles laquais n'est que l'une des deux facettes du capitalisme contem-

Un nouveau cycle politique?

La défaite cuisante d'Aznar rend ainsi plus difficile la tentative de la plupart des gouvernements européens d'instrumentaliser à leur tour les attentats du 11 mars en faveur d'un renforcement des politiques "anti-terroristes" dont on peut constater aujourd'hui, un an après la guerre en Irak et trois ans après New-York, l'absence totale d'effets positifs, que du contraire.

Il faut souligner et saluer la lucidité politique des peuples de l'Etat espagnol. Dans la rue et dans les urnes, ils ont massivement démontré qu'ils en avait assez d'être les victimes, dans tous les sens du terme, des guerres impérialistes, des délires sécuritaires et des politiques anti-sociales des gouvernements néolibéraux.

A l'encontre de ce que bon nombre de commentateurs ont exprimé, l'odieuse instrumentalisation des attentats et la manipulation du gouvernement Aznar qui a tenté

porain. Elle n'est que le corollaire d'une autre guerre, celle menée par la mondialisation néolibérale contre les droits sociaux, culturels et démocratiques des majorités sociales.

Les résultats des mobilisations et des élections du 14 mars ont, dans certaines limites, un effet de contagion ailleurs en Europe et semblent dessiner l'ouverture d'un nouveau cycle politique. Il y a la giflle électorale de la droite aux élections régionales françaises, qui est également une sanction contre les politiques réactionnaires du gouvernement Raffarin-Sarkozy. Les probables déconfitures de Blair et de Berlusconi lors des prochaines échéances, notamment européennes, pourront sans doute confirmer cette nouvelle donne. L'optimisme n'est pas pour autant de rigueur; la lutte entre les tendances réactionnaires (les Bush, Blair, Al Qaeda, etc.) et progressistes à l'échelle planétaire n'est nulle par durablement tranchée en faveur de l'une ou de l'autre. ■

Oui, l'écologie!

Ce titre un peu provocateur vise évidemment à affirmer l'importance majeure de la question écologique. Mais sa publication, dans La Gauche, envoie en plus deux autres messages. Aux marxistes, il rappelle que le capitalisme exploite non seulement les travailleurs mais aussi les ressources naturelles, qu'il y a un lien entre les deux et que le travail sur ce lien est décisif à l'alternative. D'autre part, face aux non-marxistes, ce titre dit notre volonté de refondre notre programme en y intégrant l'environnement, volonté qui doit encore trouver ses concrétisations indispensables... PAR DANIEL TANURO

Dans le précédent numéro, la rédaction de *la gauche* a préféré titrer *Des nouvelles de la planète*. C'est un peu gnan-gnan et ça me fait penser au "salon de thé pour les dames", dans le saloon de Calamity Jane. Je veux dire ceci: l'ambition de cette rubrique n'est pas seulement de consacrer une page à l'environnement (le coin des verts), mais de contribuer à "écologiser" notre pensée et nos activités. Je suis certain que la rédaction est d'accord avec cette perspective, c'est pourquoi je persiste et titre: *Oui, l'écologie!*

Ceci dit, les "nouvelles de la planète" ne sont pas fameuses, nous le savons tous. Mais il faut se méfier de certains discours apocalyptiques. Un exemple est le rapport du Pentagone sur les répercussions du changement climatique pour la sécurité nationale des Etats-Unis, révélé par *The Observer*. Rivalisant de précision avec Nostradamus, les auteurs datent les désastres qui nous frapperont dans les vingt prochaines années. 2007: rupture des digues aux Pays-Bas, La Haye est sous eau; rupture des digues dans le delta du fleuve Sacramento et formation d'une mer intérieure en Californie. 2010: arrêt du Gulf Stream, brusque basculement climatique, la température chute de 3° dans l'hémisphère Nord; conflit entre le Bangladesh, l'Inde et la Chine; des millions de gens fuient la montée des océans. 2022 (quel mois?) affrontements entre l'Allemagne et la France qui se disputent les eaux du Rhin; les Scandinaves émigrent vers le Sud. Etc, etc.

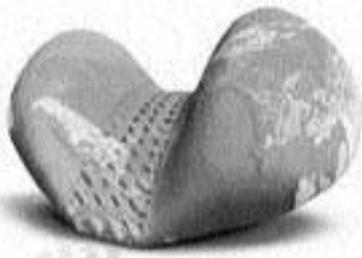
Médias et associations se sont jetés sur ce rapport pour le retourner contre George W. Bush. Rob Gueterbock, de Greenpeace: *"Vous avez un Président qui dit que le réchauffement global est un canular, et de l'autre côté de la rivière Potomac vous avez un Pentagone qui se prépare à des guerres climatiques"*. Le paradoxe est frappant, en effet. Mais le rapport lui-même est digne d'un canular. C'est un "copier/collé" des scénarios les plus extrêmes étudiés par le Groupe Intergouvernemental des Experts du Changement Climatique (GIEC). Pour rendre le résultat "plus sexy", les auteurs ont rapproché les échéances au maximum, sans se rendre compte que certains scénarios s'excluent mutuellement. Exemple: on ne peut pas avoir à

la fois une nouvelle ère glaciaire dans l'hémisphère Nord et une montée générale des océans. Si l'eau évaporée à la surface des mers retombe en neige et s'accumule en glace (au point que la banquise couvrirait la Grande-Bretagne!), alors cette eau ne retourne pas à la mer et le niveau des océans descend, au lieu de monter. Elémentaire, mon cher Watson!

Mais il y a une autre raison, plus importante, pour se méfier du "modèle climatique" pentagonesque. En effet, ce modèle nie que le changement climatique soit le produit de l'activité humaine. Il s'agirait d'un processus naturel, inévitable. Du coup, la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne figure pas parmi les conclusions. Rien n'est proposé pour enrayer le changement climatique. Simplement (si on peut dire!), les USA doivent se préparer à affronter un monde encore plus chaotique (famines, guerres nucléaires, pénuries d'eau douce et d'énergie, migrations massives...). Donc se transformer en "forteresse" en attendant le moment où "la nature", comme pendant la Grande Peste, aura purgé la population mondiale de quelques dizaines de millions de pauvres excédentaires, jaloux de sa richesse. C'est du Malthus à la puissance dix...

Que le changement climatique constitue une menace majeure pour l'humanité et les écosystèmes, on n'a pas besoin du Pentagone pour le savoir. Ce rapport est nul du point de vue scientifique. Par contre, il nous montre de manière extrêmement inquiétante que certains "futurologues", et à travers eux des secteurs de la classe dominante, sont prêts à TOUT pour protéger leur système. Prêts à manipuler la science. Prêts à envisager froidement des "solutions" dignes de la barbarie nazie. Et prêts à emballer le tout dans une idéologie d'un autre âge, pétrie de visions d'apocalypse et d'Armageddon climatique.

Ce qui me permet de retomber sur mes pattes et de compléter le titre de cet article : Oui, l'écologie et le socialisme! ■



illu: barcelona.indymedia.org

FOODS

genre

on change de lunettes

PAR VIRGINIE GODET

Le genre, un concept qui est de plus en plus manipulé par les institutions internationales, y compris le FMI et la Banque Mondiale. Par contre, dans les mouvements altermondialistes, l'introduction de ce que l'on appelle gender mainstreaming ou analyse sexospécifique coince un peu, au nom de l'universalisme. Complot machiste? Mauvaise information? Laissez-moi croire que c'est la deuxième hypothèse qui l'emporte, la plus plausible, la moins douloureuse. Pour remédier à cela, un peu de théorie s'impose. Alors, qu'est-ce que le genre?

Vous avez certainement remarqué que l'espèce humaine est subdivisée en deux groupes biologiquement différents: les choux et les roses... euh... les hommes et les femmes. La différence biologique s'appelle sexe. Mais on peut envisager la subdivision sur d'autres bases, comme le comportement qui est socialement attendu des parties, et la place qu'elles sont censées tenir dans la société. C'est cela qu'on appelle genre: la différenciation des sexes dans leur dimension sociale.

En voilà une notion qu'elle est transversale !

Dans toute problématique à visée universelle ou universaliste, on peut par conséquent considérer que, si l'ensemble de l'humanité⁽¹⁾ est concerné, il sera touché différemment selon le genre, en plus des inégalités prises en compte selon l'appartenance socio-économique et la localisation géographique. Introduire la variable genre complique l'analyse, c'est un fait, mais ne peut que l'enrichir, l'affiner.

"Je ne croirai réellement à l'égalité des sexes que le jour où on trouvera naturel que des femmes totalement incompetentes soient nommées aux plus hautes fonctions."
Gisèle Hallmi.

L'analyse de genre peut prendre des formes on ne peut plus pragmatiques lorsqu'elle touche au partage des tâches⁽²⁾, aux inégalités salariales, à la formation de l'identité sexuée (les images que reflète le monde sur l'être femme et l'être homme, et qui fait que l'enfant accepte ou rejette son sexe, le vit bien, moins bien, pas bien du tout), à l'accès à la santé, à l'éducation, à la propriété...

Quelques chiffres en pagaille, même si on trouve l'exercice répétitif et rébarbatif :

- Les femmes possèdent moins de 1% des richesses de la

planète; elles fournissent 70% des heures travaillées et ne reçoivent que 10% des revenus.

- Les deux tiers des enfants qui ne vont pas à l'école sont des filles.

- 80% des réfugiés vivant dans des camps sont des femmes.

En ce qui concerne le travail, les femmes représentent:

- 90% des temps partiels,



- 71% des chômeurs cohabitants,

- 90% des exclusions pour chômage longue durée,

- 70% du montant du salaire moyen perçu par les hommes⁽³⁾.

Si les avancées en matière d'égalité méritent un "peut mieux faire" dans les pays du Nord, qu'en est-il au Sud ? Rien, ou si peu. Et si les institutions internationales veulent intégrer les femmes au processus d'aide au développement, c'est malheureusement toujours au nom de leur statut de pauvres méritantes, en ne leur offrant qu'un rôle consultatif en amont (pas de droit de regard en cours de route, pas de droit d'évaluation), sans même les aménagements nécessaires à une conciliation entre leur charge de travailleuses et de mères, et leur toute nouvelle fonction de consultantes.

Encore pas mal de pain sur la planche. Alors que, lorsque la condition des femmes s'améliore, c'est la vie de la société toute entière qui est améliorée... ■

(1) On notera, pour l'anecdote, la fâcheuse tendance qu'a le fameux homme universel de la Révolution française à être mâle et blanc.

(2) Lisez, dévorez *Le temps des Femmes, pour un nouveau partage des rôles*, de Dominique Méda.

(3) Chiffres sont tirés de *Moi, les féministes, j'ai rien contre*, de Poupette Choque et Claudine Drion, co-édité par Luc Pire et le Monde Selon les Femmes, 2004.

Devinette ...

Elle envahit les boîtes aux lettres, le courrier électronique, le téléphone, pollue notre environnement, monopolise l'espace public. Avec le sponsoring, elle pourrit le sport, manipule la culture, s'insinue dans les écoles, corrompt de nombreuses activités sociales. Elle domine les médias, les contrôle, et, via la pression de l'audimat, dénature leurs contenus. Sans égard pour l'environnement ou la santé, elle véhicule égoïsme, sexisme, ethnocentrisme, culte de l'apparence, compétition, violence. Elle emploie les mêmes techniques de propagande que celles utilisées par les régimes totalitaires. Car c'est bien de totalitarisme qu'il s'agit, celui de la marchandise ... C'est la pub ! PAR MARCEL SOLBREUX

Allergie publicitaire aigüe

Provocante

La mondialisation et les politiques néolibérales qui l'accompagnent aggravent les contradictions engendrées par la publicité. De plus en plus de gens sont précipités dans la précarité, alors que l'étalage des promesses publicitaires n'a jamais été aussi alléchant. De plus en plus, il est vécu par les exclus, surtout les jeunes, comme une véritable provocation.

La publicité crée aussi une frustration chez ceux qui ont encore les moyens d'être consommateurs. Car entre les promesses de séduction, de réussite, de bonheur, associées au produit vanté, et leurs réalisations par son achat, il y a la place pour ressentir qu'on a été trompé, volé, arnaqué.



Illu. bap.propagande.org

Pour 88,8 % des Espagnols, 83,6 % des Allemands, et 82,9 % des Russes, il y a trop de publicité. Ce serait aussi l'avis des Français, des Autrichiens, des Belges, des Polonais, des Suisses et des Suédois - bref, de la plupart des Européens, à la notable exception des Britanniques. Beaucoup d'Européens pensent que la publicité ne sert à rien et une écrasante majorité de Français (89 %), de Belges (87,8 %), de Suédois, d'Autrichiens et d'Espagnols

estime qu'elle pousse les gens à acheter des produits dont ils n'ont pas besoin.

La résistance

Ce sont ces raisons qui expliquent l'apparition de luttes sur ce nouveau front. On est peu à peu passé de détournements spontanés à la création de collectifs qui commencent à contester le modèle de société prônée par la pub et ses conséquences dans nos vies quotidiennes. En Belgique, le collectif *Résistance à l'Agression Publicitaire - RAP* a commencé le combat. En France, le RAP existe aussi, ainsi que, *Casseurs de pub*, *La Meute* (contre le sexisme), *Paysages de France*. Ces associations ont déjà remporté différentes victoires. Des procès ont aussi été gagnés: *Paysages de France* contre Clear Channel (cfr, *la gauche* N°1 de mars 2004). Suite à des actions anti-publicité dans des stations de métro de Paris, certaines menées par plusieurs centaines de personnes, les publicitaires et la RATP assignent 62 personnes en justice en même temps qu'ils concèdent 47 emplacements publicitaires qui seront ouverts à la "liberté d'expression" dans 24 stations de métro. Vieille technique de la carotte et du bâton. A suivre. ■

Des chiffres

Les USA passent de 50 milliards de dollars de dépenses publicitaires en 1979 à plus de 196,5 milliards en 1998. A cette date, les dépenses mondiales étaient estimées à 435 milliards de dollars. En Belgique, elles sont passées de 40 milliards en 1993 à 70 milliards en 2000, soit une augmentation de 75 % en 7 ans. Elle nous coûte 200 euros par personne et par an. Nous subissons chacun quelques 3 000 publicités par jour. ■

Que faire au quotidien ?

N'ouvrez pas les courriers publicitaires adressés: renvoyez-les à l'expéditeur. Barrez votre nom, écrivez "COURRIER NON SOLLICITE" ainsi que "RETOUR A L'EXPEDITEUR".

Vous recevez un courrier publicitaire "toutes-boîtes" qui contient une enveloppe-retour "Port payé par le destinataire"... profitez-en pour la remplir de toutes ces pubs indésirables et postez-la. Plus elle sera lourde, plus elle sera chère pour le destinataire.

Si on vous téléphone pour un sondage de marketing, posez plus de questions qu'eux. "Quelle compagnie représentez-vous ? Quel est le but du sondage ? Qui interviewez-vous ? Etc..." Ou dites : "Un instant s'il vous plaît" et laissez-les poireauter vingt minutes. Arrangez-vous pour que cela leur coûte cher

Au restaurant, si les sets de table sont publicitaires, retournez-les - de préférence sous les yeux du personnel.

Certains panneaux publicitaires éclairés sont aisés à éteindre: cherchez le boîtier, ouvrez-le (parfois, pour ouvrir, il faut une clé de 9) et basculez simplement l'interrupteur. Notez: retirer un fusible serait illégal... ■

C'est clair et net sur:

Résistance à l'agression publicitaire Belgique: www.antipub.be

Résistance à l'agression publicitaire France: antipub.net/rap/

Casseurs de pub: antipub.net/cdp/index.php?menu=info

La brigade anti-pub: bap.propagande.org/index.php

La meute: lameute.org.free.fr/index/

Fin 2003, le quatrième tome de la BD *Persepolis* (éditions de l'Association) est paru, concluant cette série biographique. Retour sur le récit en bulle de Marjane Satrapi, iranienne qui avait 10 ans pendant la Révolution Iranienne. PAR LISE SLAMA

persepolis

La révolution iranienne dans les yeux d'une petite fille

Marjane, petite iranienne, nous raconte sa vie en quatre tomes: l'occasion de découvrir la révolution iranienne à travers les yeux d'une enfant. C'est drôle et malicieux, car c'est la vie d'une gamine pleine de curiosité et souvent délicieusement insolente, et à la fois terriblement dur car cela nous confronte à toutes les injustices ignobles, cruelles et bêtes de ce monde de fous.

Marjane a 10 ans au début du récit.

que je parle d'un endroit situé à 6.000 kilomètres de la France. En fait ils comprennent parce qu'eux aussi ils ont pris une raquette de badminton et joué de la guitare avec sur une musique de hard rock. Et, à partir de ce moment-là, c'est un choc pour eux de s'imaginer qu'à 6.000 km, une gamine de 13 ans est exactement comme les gamines d'ici." (1)

Les aspects de la Révolution

Enfin, outre la valeur de témoignage, car c'est effectivement son histoire, cette BD apporte une vision riche et complexe de la femme iranienne. Tout d'abord, elle ne porte pas le voile de la même manière qu'ailleurs: non, en Iran, c'est tout un art. On peut être voilée et laisser voir nos cheveux (de face uniquement). Ensuite, c'est parfois une véritable schizophrène qui se transforme dès qu'elle rentre dans un appartement. Marjane a aussi réalisé un hors-série, "Broderies", pour tous les mordus de ragots, d'histoires d'amour, d'adultères, de mariages forcés et de sexe, pour tous les curieux qui aimeraient savoir ce qui se passe pendant que ces dames prennent le samovar.

Persepolis est vraiment une très belle BD. D'abord parce que c'est joli graphiquement. Mais surtout parce que c'est une oeuvre qui contient un message politique, ce qui n'est déjà pas très courant, et qu'en plus, c'est bourré d'humour au point qu'on aime à se plonger et se replonger dans cette histoire. ■



C'est une enfant en qui l'on s'identifie sans mal. Au tome 3, elle part seule à Vienne, alors qu'elle n'a que 14 ans. C'est seulement à ce moment là que son identité iranienne prend un sens. Dans le tome 4, elle revient en Iran et redécouvre son univers avec ses yeux occidentalisés. Ainsi, tout au long du récit, elle parvient à partager ses points de vue avec ses lecteurs, en cassant tous les préjugés potentiels qu'ils pouvaient avoir sur leurs différences avec "ces Arabes" (c'est des Perses d'abord!).

Marjane a ainsi déclaré lors d'une interview: "Je crois que les gens se reconnaissent dans mon récit, même s'ils se disent au départ qu'ils risquent de ne pas comprendre parce

Iranienne, décrits dans ces BD sont remarquables. En effet, pour Marjane, la Révolution de 1979, c'est des mouvements de grèves, des manifestations tous les jours auxquelles participent des femmes habillées en jean's et en tee-shirt.

Cela contraste avec une certaine idée stéréotypée de ces événements historiques, y compris à gauche. Car on ne retient souvent que le fait que ce furent les intégristes chiites qui ont pris finalement la direction du mouvement pour établir une dictature fanatisée. Marjane rappelle que ce ne fut pas si simple, que le mouvement avait vraiment commencé avec des aspirations démocratiques et des revendications sociales.

(1) l'interview a été réalisé par BD Sélection en 2002.

C'est vite dit...

Procès d'activistes de Gênes

Le 9 mars s'est ouvert à Gênes le procès de 26 manifestants accusés de "saccages et de dévastation" lors des manifestations qui se sont déroulées en juillet 2001 à l'occasion de la tenue du G8. Pour ce délit, qui n'est plus appliqué depuis la chute du régime fasciste de Mussolini, ils risquent de huit à quinze ans de prison. Et pourtant, comme l'assassinat du jeune Carlo Giuliani par les carabinieri l'a dramatiquement démontré, ce sont les forces de police qui sont les seules responsables des violences. La justice a dû elle-même le reconnaître en classant sans suite l'accusation d'association de malfaiteurs pour les 93 personnes qui avaient été tabassées et arrêtées à l'Ecole Diaz le soir du 20 juillet. ■

Mia De Vits s'en va

Une OPPORTUNITÉ pour la FGTB?

La décision de Mia De Vits d'échanger la présidence de la FGTB pour une bonne place sur la liste européenne du SP.a ne tombe pas du ciel. Cela faisait longtemps déjà que la rumeur circulait dans les cercles les plus élevés du syndicat et dans certains médias. Cette décision n'a donc pas été prise sur un coup de tête. Depuis quelques temps également, Steve Stevaert annonçait "quelques surprises" sur sa liste. Mais c'est bien plus tôt que prévu qu'il a dû sortir le lapin blanc De Vits de son chapeau de magicien. PAR THOMAS WEYTS



Si ce n'est pas une surprise, le départ de De Vits nous prouve en tous les cas clairement où sont - et où étaient - ses véritables priorités. Certainement pas à la FGTB, qu'elle abandonne à quelques mois à peine des élections sociales. Elles n'étaient pas non plus tournées vers ces millions de travailleurs qui sont de plus en plus confrontés à la crise économique, à la crainte des licenciements, aux fermetures d'entreprises, à la flexibilité croissante et à des conditions de travail dégradées. Pas plus que vers les centaines de milliers chômeurs qui, malgré toutes les belles promesses, ne trouvent pas de travail. Par contre, les priorités de De Vits se retrouvent bien chez ses amis du SP.a qui projettent, en collaboration avec les libéraux, une grande offensive contre les chômeurs et les retraités, dès que les élections seront passées.

Pour un bilan critique

Au-delà de ce jeu de chaise musicale, quelles sont conséquences possibles d'un tel départ? Selon nous, ce départ devrait constituer une opportunité pour dresser - au niveau de l'ensemble du syndicat, en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles - un bilan critique de ce que fut la période De Vits pour les militants FGTB, les travailleurs, les chômeurs, les malades et les retraités. Un tel débat, large et ouvert, est nécessaire si la FGTB veut défendre les intérêts des salariés face aux mesures antisociales du gouvernement violet. Un débat,

surtout, où la critique du caractère social-libéral du PS et du SP.a ne peut pas être tabou.

Un congrès extraordinaire de la FGTB devrait normalement élire un/e nouveau/elle président/e. Ce congrès ne doit pas constituer une sorte de plébiscite, avec un vote à la roumaine ou à l'applaudimètre, pour le candidat désigné d'avance par l'appareil. Ce congrès doit présenter la possibilité réelle de choisir entre différents candidat/es et projets. Des projets clairement dessinés pour l'avenir du syndicat et de la lutte syndicale en général et non pour des plans de carrière personnels.

Tout doit être également mis en œuvre pour empêcher les tendances centrifuges de l'appareil syndical, en Flandre et en Wallonie par exemple, d'affaiblir la FGTB dans son ensemble. Les chômeurs wallons, flamands et bruxellois, les malades ou les retraités ont-ils vraiment des opinions divergentes sur les questions qui les touchent? N'ont-ils pas tous besoin d'un job, d'un revenu, de conditions de travail décentes? Un salarié wallon serait-il moins touché par le

stress lié aux contraintes et à la flexibilité qu'un salarié flamand? Quelle différence y a-t-il, au nord et au sud, dans la volonté d'unité d'action quand les gens ont le sentiment que, par la lutte, il y a une chance de vaincre?

Evidemment, tout le monde dans l'appareil syndical n'est pas pour un tel débat. Ceux qui placent les intérêts des "amis politiques" du PS et du SP.a avant ceux des salariés ne peuvent que redouter les conclusions d'un tel bilan. Les syndicalistes qui ont véritablement à cœur le sort de

la FGTB doivent donc arracher ce débat.

Une première condition pour mener un véritable débat démocratique est de mettre fin à toute

forme de répression interne, de mettre un terme aux menaces et aux pratiques d'exclusions des "éléments hots", (à entendre "trop à gauche") des régionales critiques, des centrales et des militants combattifs. La liste est longue, trop longue: D'Orazio, la FGTB et le SETCa-Bruxelles, la CGSP-enseignement d'Anvers, les militants de gauche dans les entreprises, les permanents trop remuants...

"Le syndicat a besoin d'un mode de fonctionnement ouvert, transparent et démocratique"

Gare au machisme

Mia De Vits a été appelée par certains la "femme la plus puissante du pays". Le machisme au sommet de la FGTB a malheureusement toujours cours. Dans les postes de direction, on peut compter les femmes sur les doigts de la main. Et il est à craindre que le départ de De Vits soit utilisé par ces messieurs, à travers un

détournement du mécontentement légitime, pour faire de nouveau de la direction du syndicat un club masculin. Ce serait là aussi une très mauvaise conclusion pour cette affaire. La FGTB n'a pas de besoin des "figures puissantes", qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes. Elle a encore moins besoin d'appareil anonyme mais énormément bureau-

cratique. Le syndicat a plutôt besoin d'un mode de fonctionnement ouvert, transparent et démocratique. Plus que jamais, il faut un syndicat où les membres et les militants sont au courant de ce qui se dit et où ils peuvent eux-même s'exprimer librement. Et surtout, où les décisions qui les engagent sont prises collectivement et démocratiquement. ■

Le Vlaams Blok, pas un parasite? Ce titre légèrement provocateur veut répondre à une expression courante selon laquelle le Vlaams Blok "s'enrichit en dormant", qu'il se renforce sans cesse, sans faire d'efforts particuliers. Rien de plus faux; les dirigeants du Vlaams Blok ne dorment pas, que du contraire, ils avalent goulûment la matière offerte par d'autres sur un plateau d'argent.

PAR FREDDY DE PAUW

Le Vlaams Blok n'est pas un parasite

Il serait très bête de sous-estimer les talents des dirigeants du Blok. La façon dont ils abordent le terrain politique témoigne d'une grande (et donc dangereuse) intelligence.

Evidemment, en Flandre, le Vlaams Blok profite à fond de toutes les conséquences négatives de la globalisation, de la gestion libérale des gouvernements arc-en-ciel ou violet et de l'Union européenne. Le Blok s'est renforcé pendant des années parce que des partis "démocratiques" ont négligé des problèmes tels que la justice sociale, la formation de ghettos, etc.

L'exclusion et la discrimination sont ainsi devenues des questions explosives. Les "partis démocratiques" étaient absents sur un terrain que le Vlaams Blok allait occuper, entre autres en créant des "secrétariats sociaux" destinés à aider les citoyens des quartiers défavorisés dans leur quotidien. Les initiatives pour contrer le Blok sur ce terrain n'ont guère obtenu le soutien des "partis démocratiques".

Justice de classe

Après une procédure de 12 ans et un arrêt définitif, les autorités continuent à privatiser la voie publique en

Flandre, la gestion des égoûts notamment. Aux yeux du "petit peuple", c'est la énième preuve que la justice sert en premier lieu les riches et les puissants et que tout le baratin sur la réforme de la justice ne mène pas à grand-chose. Le Vlaams Blok n'a plus qu'à transformer l'indignation populaire en voix électorales.

Sécurité

Les gouvernements arc-en-ciel et violet se sont appuyés sur les sondages pour insister sur le fait que la sécurité est surtout une question de "sécurité routière". Mais, avec les chiffres du chômage réel qui dépassent le demi million, ce sont surtout les millions de personnes qui vivent de leur travail qui sont sensibles à l'insécurité sociale.

Les licenciements et les fermetures d'entreprises, la menace du chômage - la "relance économique" ne se traduisant pas en nouveaux emplois - la "concurrence globale" incite les entrepreneurs capitalistes à augmenter la production de façon drastique. La social-démocratie n'a que le mot "flexibilité" en bouche, ce qui se transforme dans la vie quotidienne en chômage, travail précaire et intérimaire. En France, le Front National place "l'insécurité sociale" au centre

de sa campagne électorale. Chez nous, le Blok s'est encore renforcé suite à la déclaration de Stevaert face à l'annonce des licenciements chez Ford-Genk: "nous sommes impuissants".

Le Vlaams Blok a profité d'une partie importante des médias, particulièrement de la VRT et des programmes électoraux de 2003, pour se forger une image de respectabilité. Les dirigeants du Blok ont utilisé ces opportunités à leur profit. Sa propagande n'est pas seulement régulièrement diffusée dans les toutes les boîtes postales, elle est aussi bien conçue.

Le grand atout du Blok est l'absence d'une gauche alternative crédible. En Flandre, les Verts ont perdu pas mal de plumes à cause de leur participation gouvernementale. Et, à gauche, il n'y a pour l'instant aucune alternative crédible pour battre le Vlaams Blok sur son propre terrain.

Un mouvement fort, à gauche de la social-démocratie et des Verts, est pourtant l'une des meilleures armes pour battre la progression de l'extrême droite. Cela rend d'autant plus urgent l'élaboration d'une telle alternative en Belgique. ■

Akers, Balteau, LBP... 1000 emplois perdus en un hiver dans la région liégeoise, où le pire est encore à venir avec la fermeture progressive de Cockerill-Arcelor. SNCB, Sobelair, La Poste, Volkswagen,... Qu'il soit public ou privé, partout dans le pays, l'emploi s'écroule. Et pendant ce temps, le gouvernement adopte avec empressement un nouveau plan... de contrôle des chômeurs! PAR ISABELLE PONET

La chasse aux chômeurs est ouverte!

ou les merveilles de l'Etat social actif

Juillet 2003, la nouvelle coalition promet la création de 200.000 emplois.

Février 2004, socialistes et libéraux fêtent l'amnistie fiscale et instaurent le contrôle permanent des chômeurs.

Il y a en Belgique 426.000 demandeurs d'emploi complets indemnisés. 8% en Flandre, 22% à Bruxelles, et 18% en Wallonie où il n'y a qu'une offre d'emploi pour 32 demandeurs. En réalité, cela donne un million d'allocations, complètes ou de complément, versées par l'ONEm. Contrairement à ce que l'on pense, la plus grosse partie des sommes va vers la Flandre, où se trouve la majorité des prépensionnés.

Jusqu'à présent, quand l'ONEm soupçonnait une fraude, il effectuait un contrôle précis. Dorénavant, tous les chômeurs devront régulièrement apporter la preuve matérielle de leur recherche. Ce qui, notons-le, sera plus facile pour un cadre avec ses courriels que pour un maçon en démarche sur les chantiers où l'on ne donne pas d'attestation de demande d'emploi. La circulaire suggère d'ailleurs de vérifier les allégations du chômeur en lui demandant de décrire le logo de l'entreprise ou la couleur des murs de celle-ci!

Les travailleurs feront sans doute les démarches prescrites 10 ou 20 fois les premiers mois, puis baisseront les bras. Or s'ils ne satisfont pas aux exigences, ils seront convoqués 4 mois plus tard pour prouver leur

bonne foi ou accepter une formation. Ensuite, ce sera la spirale des sanctions et de l'exclusion.

Thierry Bodson, secrétaire régional de la FGTB de Liège-Huy-Waremme, dénonce: "on fait des chômeurs des sous-citoyens, des coupables en puissance qui doivent démontrer tous les x mois qu'ils sont innocents. Un peu comme si on devait se présenter périodiquement au commissariat de police pour prouver qu'on n'a pas franchi la ligne blanche ou le feu rouge!"

Que cherche le gouvernement ?

Frank Vandembroucke est l'homme idéal pour porter ce projet. Socialiste flamand, formé en Grande-Bretagne, il en a ramené l'idée blairiste qu'il faut "activer" les allocations sociales. Elles ne sont plus une assurance reposant sur les cotisations de tous les travailleurs, mais une assistance que l'on accorde à ceux qui veulent bien montrer leur "bonne volonté" après avoir été "remerciés" par leur patron. Le propos n'est pas seulement moralisateur, pour culpabiliser et discipliner les chômeurs. Vandembroucke en escompte au passage 39 millions d'euros d'économie. C'est ni plus ni moins un hold-up sur nos cotisations

sociales pour pouvoir réduire celles des patrons, sans exiger la moindre création d'emplois.

En fait, l'enjeu est européen. Les nouvelles mesures correspondent exactement à la philosophie de la future constitution préparée par la Convention de Giscard, Dehaene et consorts. Il s'agit de diminuer les allocations sociales et d'augmenter les conditions pour les obtenir, afin de faire pression sur les salaires. La Belgique était le seul pays où le droit au chômage n'était pas limité dans le temps. Elle était priée de s'aligner. C'est chose faite.

Les chômeurs ne sont pas les premiers à tomber sous les coups de l'Etat social actif. Il y a deux ans, les minimexés ont perdu leur droit au minimex, remplacé par un revenu d'intégration sociale lié à l'acceptation de n'importe quel petit boulot. A l'époque, les collectifs de défense avaient parlé de mise au travail obligatoire à bas prix et alerté les travailleurs et leurs organisations : si vous laissez passer ceci, votre tour viendra aussi. C'était vrai! Les suivants sur la liste des activables seront-ils les (pré)pensionnés?

Et les syndicats dans tout ça ?

Ils n'ont pas été appelés à négocier, mais pour calmer leur base, le Ministre les a invités à une "consultation" et leur a concédé des cacahouètes: une évaluation du projet avant de l'étendre aux plus âgés et le droit d'être assisté par un



photo: indymedia.be

"Vandembroucke casse-toi, ton plan on n'en veut pas !"

représentant syndical lors des auditions. Alors que la seule attitude logique devrait être: "Vandenbroucke casse-toi, ton plan on n'en veut pas!". Les deux directions fédérales mettent l'accent sur la nécessité de refinancer les Régions pour améliorer l'accompagnement des chômeurs. Elles entrent dans la logique de l'activation des personnes au lieu de réactiver la seule revendication efficace: une diminution immédiate et substantielle du temps de travail sans

perte de salaire mais bien sûr avec embauche compensatoire obligatoire. En fait, les organisations syndicales sont profondément divisées. Les délégations flamandes, obnubilées par les futures élections, reprennent de mauvaise foi le refrain nationaliste: "les chômeurs wallons mettent en péril notre sécurité sociale" et bloquent toute action radicale d'ensemble. Les délégations wallonnes, montent aux barricades et multiplient les manifestations locales.

Les tensions internes à la FGTB - et pas seulement sur le problème du chômage - n'aideront certainement pas à contrer un danger qui touchera de manière indistincte les chômeurs francophones ou flamands... ■

On se bouge à Bruxelles!

Plateforme contre le projet de chasse aux chômeurs et pour la création de vrais emplois pour tous:

www.stopchasseauxchomeurs.be

C/O Collectif solidarité contre l'exclusion

Rue Philomène, 43 - 1030 Bruxelles

Tél. 02/218.09.90

A Chênée Coup de **FORCE** CONTRE les travailleurs la loi Renault

PAR ISABELLE PONET

Elle n'est pourtant pas bien révolutionnaire, cette loi Renault. Tout au plus permet-elle aux travailleurs de savoir à quelle sauce ils vont être mangés et de maintenir leur salaire pendant les deux mois de discussion. Mais même cela était trop pour l'arrogant patronat de LBP, dans la région liégeoise.

Jusqu'à jeudi 26 février, la direction donne le change, achète du matériel, accepte des commandes pour son usine de Chênée. Le vendredi 27, elle tente de rapatrier les produits vers l'Allemagne, ce qui donne l'alerte aux ouvriers. Le lundi matin, le personnel reçoit son C4. Sans Conseil d'Entreprise local et européen, comme l'exigent les lois sociales.

Le coup de bambou est massacrant. Aucune perspective n'est laissée aux travailleurs, aucune prépension, aucun plan d'accompagnement. Un week end pour se faire à l'idée du chômage sec et changer la vie familiale de fond en comble! Un week-end où, d'instinct, les hommes bloquent les portes de l'usine et empêchent la production de rejoindre la maison mère.

Depuis deux ans, les délégations syndicales exigeaient que l'on modernise l'outil. L'ex-Cuivre et Zinc, fleuron de la région liégeoise, travaille à partir de la mitraille de cuivre. Or celle-ci a disparu des marchés, achetée au prix fort par les jeunes entreprises chinoises et indiennes qui compensent en sous-payant leurs travailleurs. Devenue obsolète, la fabrique chênéenne n'est plus capable d'adapter ses machines à la nouvelle donne. Elle perd de l'argent et met en danger les sièges d'Anvers et de Leipzig. On sacrifie donc la branche morte... et les 200 travailleurs qui lui ont consacré leurs forces.

Durant le week-end, les délégués retroussent leurs manches, plongent dans les briques de droit social et émergent le lundi matin avec un objectif: imposer au patron de respecter la loi Renault et d'offrir un plan social. Maigre programme! Si importante soit-elle, la bataille juridique dans les prétoires ne sauvera pas le tissu industriel. Mais ce n'est pas aux travailleurs qu'il faut jeter la pierre. Les usines de la région seront acculées une à une tant que les organisations syndicales

ne lanceront pas une lutte d'ensemble pour obtenir des responsables politiques un plan ambitieux de création d'emplois. Et il faudra que la lutte soit dure car, au moment où tout le bassin s'écroule autour de lui, Guy Mathot, bourgmestre de Seraing, confesse: "Soyons lucides. Le mécanisme de reconversion s'étalera sur 10 à 15 ans minimum"! (*Le Soir* 16/01/2004). ■

C'est vite dit...

Big Brother is watching you

La paranoïa sécuritaire est la feuille de vigne qui masque - difficilement - le désir autoritaire de surveiller et de contrôler l'espace public et les citoyens. A l'initiative de (feu) Daniel Ducarme, la Région bruxelloise offre gracieusement aux communes de la capitale qui le désirent des caméras de surveillance urbaine. A part Watermael-Boitsfort et Auderghem qui ont décliné l'offre, les autres communes n'ont pas hésité à passer commande: 32 caméras pour Berchem, 29 pour Bruxelles-Ville, 22 pour Jette, etc. En tout, c'est 160 caméras qui seront installées sur les places, les carrefours et les rues de l'entité. Une initiative qui coûtera aux contribuables (Ducarme mis à part) la bagatelle somme de 650.000 euros pour le budget 2003 de la Région et 900.000 autres euros en 2004. Des sommes qu'il aurait été certainement plus utile d'investir dans des projets sociaux. ■

La constitution européenne Un pas en avant?

débats

Le projet de Constitution européenne suscite un vif débat au sein des mouvements sociaux. Faut-il le rejeter parce qu'il est l'affirmation d'une Europe néolibérale, non-démocratique et militariste? Faut-il au contraire le soutenir parce que, par rapport à d'autres textes européens, il constitue une avancée sur certains points? La gauche poursuit le débat avec Denis Horman et Caroline Gennez. Le premier est membre de la direction du POS. La seconde est sénatrice et vice-présidente du SP.a.

Denis Horman:

Faudrait-il accepter "le traité établissant une Constitution pour l'Europe"? Seraient-ils irresponsables ceux et celles qui, comme nous, veulent développer un non de gauche internationaliste à cette Constitution? Nous disons "Non" à ce projet de Constitution européenne, tant à la manière non démocratique dont il a été élaboré qu'au contenu du texte proposé. Ce n'est pas un non à l'Europe ou encore l'encouragement à un replis nationaliste. C'est un non "alter-européiste", pour une autre Europe dans un autre monde, pour une refondation sociale et démocratique de l'Europe, pour une Europe sociale, démocratique, écologiste et solidaire.

Ce traité constitutionnel n'émane d'aucune souveraineté populaire démocratique, ni d'aucun pouvoir constituant effectif et encore moins d'un choix entre différents projets publiquement débattus. Il fut élaboré par la "Convention sur l'avenir de l'Europe", regroupant 105 représentants des 25 gouvernements, des parlements nationaux et du parlement européen, et cela au nom de 460 millions d'habitants. Ce "projet de traité établissant une constitution européenne" est appelé, dans un laps de temps plus ou moins long, à remplacer les constitutions nationales ou, tout au moins, à leur imposer de profondes modifications, le droit européen étant supérieur au droit national. Or, en l'état, ce projet de traité confirme et grave dans le marbre le credo libéral, inscrit dans les traités de Maastricht et d'Amsterdam, et systématise les réformes déjà

adoptées. Son fil conducteur est clairement exprimé: "la concurrence est libre et sans entraves" (art.1-3-2), afin de promouvoir "une économie sociale de marché hautement compétitive" (art.1-3-3). Il poursuit et accélère le démantèlement du droit du travail, des protections sociales, des solidarités, en amplifiant les privatisations, la flexibilité du marché du travail et la concurrence de tous contre tous. Il reconnaît, non point un droit à l'emploi, aux prestations sociales, au revenu d'existence, aux allocations de chômage ou encore à la pension de retraite, mais simplement un "droit de travailler", de "chercher un emploi", un "droit d'accès aux prestations" et non un droit tout court à des garanties sociales clairement spécifiées.

Dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, intégrée dans le projet de traité, il n'est pas question de droits sociaux justiciables, mais de simples objectifs politiques. Le droit universel est transformé en droit "selon les modalités établies par le droit communautaire". Ce traité restreint encore davantage le droit d'asile et confirme la subordination de la politique étrangère européenne à l'Alliance atlantique. Il engage explicitement l'Union dans la relance de la course aux armements et annonce une escalade des budgets militaires au détriment des budgets sociaux.

Alors, n'est-ce pas suffisant pour avancer un NON clair et définitif à ce projet de traité constitutionnel libéral et atlantiste? Et ceux qui sont encore tentés par la politique du

Denis Horman:

"ce projet de traité confirme et grave dans le marbre le credo libéral"

"moindre mal", par l'option "prenons ce qui est à prendre et veillons, par la suite à l'amélioration du contenu", doivent se rendre à l'évidence: il faudra, par la suite, l'accord des vingt-cinq Etats pour modifier -dans un sens social - ce traité !

Les objectifs et le contenu d'une refondation sociale et démocratique pour l'Europe existent. Ce qui manque, c'est un véritable plan de mobilisation sociale, articulée nationalement et internationalement et la volonté politique pour concrétiser ces objectifs. Une Europe sociale, c'est par exemple l'arrêt du démantèlement des services publics et leur développement coordonné au niveau européen, la relance de la consommation populaire par une législation de protection contre les licenciements, la baisse du temps de travail, coordonnée et concertée au niveau européen, sans perte de salaire, avec embauches correspondantes. Une charte des droits sociaux implique une harmonisation par le haut des législations sociales des Etats membres de l'UE et, prioritairement, le droit à un revenu décent pour vivre; un salaire; une pension et une allocation chômage minimale garantie. Une Europe démocratique implique par exemple l'exercice des droits civiques, à commencer par le droit de vote et d'éligibilité, sur la seule base du territoire, contre l'édification de frontières intérieures et l'organisation d'un apartheid rampant contre les travailleurs immigrés et les sans-papiers.

Cette Europe que nous voulons commence à se construire à travers la

Caroline Gennez:
“Je suis pour une constitution pour des raisons de clarté”

rupture avec le néo-libéralisme, à travers les forums, les rencontres, les campagnes communes portées par les mouvements sociaux européens, les euromarchés, les euroluttes, l'émergence d'une gauche anticapitaliste au niveau européen. ■

Caroline Gennez:

Je crains que, pendant très longtemps, les politiciens n'ont voulu voir que la plus-value de l'Europe. En 50 ans, il y a bien eu l'une ou l'autre réalisation. Le SP.a est pro-européen et reconnaît aussi cette plus-value: paix et sécurité, stabilité. Sur le plan du développement économique également, beaucoup de choses ont été réalisées.

Mais notre problème avec l'Europe est que des accords très contraignants et précis peuvent être passés sur la politique financière, économique et monétaire, tandis que cela semble impossible pour les mesures sociales.

S'il devait y avoir aujourd'hui en Belgique un référendum sur le projet de constitution, nous appellerions à l'approuver en tant que minimum absolu. Je suis pour une constitution européenne, pour des raisons de clarté. Aujourd'hui, il y a tant de traités et tant d'opacité que la base de la construction n'est plus claire. Il y a aussi quelques bonnes choses dans le projet de constitution. Il y a un certain nombre de droits fondamentaux, entre autres repris de la déclaration européenne des droits de l'Homme, mais aussi un certain nombre qui sont nouveaux. Hélas, on en reste au mode de la “coordination ouverte” en ce qui concerne la poli-

tique sociale. Les objectifs sociaux restent toujours formulés assez vaguement, comme des points vers lesquels il faut “tendre”, tandis que le volet militaire contient des objectifs très concrets et mesurables. La proposition de la convention telle qu'elle est aujourd'hui sur la table est donc pour nous un minimum minimum. Si le conseil devait vraiment décider de reculer encore plus, alors nous n'aurions plus besoin de ce texte.

C'est problématique que, dans les médias, les discussions sur l'Europe tournent de plus en plus autour de la règle de l'unanimité, du droit d'initiative du parlement, du nombre de commissaires. Cela ne passionne pas les gens. C'est pourquoi nous avons voulu ouvrir en premier lieu le débat de fond. Le contenu prime pour nous, quoique je comprenne qu'on doive abandonner la règle de l'unanimité, sans quoi nous n'arriverons jamais à des décisions. Les structures ont donc aussi leur importance.

Dans les années '80, il y avait un vrai projet derrière l'Europe. Delors savait donner un rayonnement à l'Europe. Je pense aussi qu'il était sensé à l'époque de secouer un certain nombre d'entreprises publiques et d'introduire une certaine concurrence. Le but était d'augmenter l'efficacité de ces entreprises publiques. La libéralisation, à l'époque, était un moyen d'augmenter l'efficacité et la prestation de service. Aujourd'hui, la libéralisation et la privatisation sont devenues des objectifs en soi pour la Commission Européenne.

De temps en temps, en tant que socialistes, nous appuyons un peu sur le frein. Nous avons inversé le projet de directive sur le travail portuaire. Si on ne s'était pas braqués là-dessus, la loi Major aurait été complètement supprimée. Vande Lanotte est allé devant la Cour Européenne pour déposer plainte contre le projet de directive de la

Commission qui limite sévèrement les subsides à l'économie sociale. Vanden Broucke a réagi de même contre le projet de directive sur les services, de Bolkestein. Cette directive aura pour conséquence la privatisation des services de santé, ce sur quoi nous ne sommes absolument pas d'accord. Mais nous ne sommes pas tout seuls à décider, naturellement. Et, en ce qui concerne la social-démocratie européenne, je ne suis ni Tony Blair ni Gerhard Schröder. Je ne me sens pas responsable de leur politique. Avec les Français, nous sommes dans le parti socialiste le plus à gauche de toute l'Europe.

Nous sommes en piste aujourd'hui pour un minimum d'existence européenne. De plus, nous voulons une directive très claire en ce qui concerne les services d'intérêt général. Enseignement, transport public, sécurité sociale. Ce sont des services à la collectivité qui doivent être accessibles à chacun, au prix le plus bas possible, et si possible gratuitement. Nous voulons donc un accord sur la manière dont nous définissons les services collectifs ils se construisent. Nous devons veiller à ce que les lobbyistes accrédités ne donnent pas le ton dans le parlement européen; c'est important, en particulier en matière environnementale.

Nous avons trouvé qu'il était grand temps de briser le consensus et de lancer le débat sur l'Europe. Comment est-il possible d'ailleurs que les libéraux, les socialistes et les chrétiens démocrates fassent entendre toujours le même son de cloche sur un domaine politique très important? Le débat est là, mais je déplore que les réactions portent aussi peu sur le contenu. On nous en veut surtout, visiblement, de vouloir briser l'atmosphère plaisante au sein des institutions européennes. Tel n'est pas l'enjeu pour nous. Nous voulons une autre Europe et trouvons l'Europe actuelle trop libérale. ■

Les journées qui se sont écoulées entre le massacre qui a frappé le peuple de Madrid et les élections du 14 mars ont été particulièrement émouvantes et intenses. Mais elles ont surtout mis en évidence l'existence d'une citoyenneté critique et active, capable de contre-carrer la peur, la propagande gouvernementale et sa désinformation éhontée. PAR JAIME PASTOR*

une autre POLITIQUE et une autre GAUCHE sont NÉCESSAIRES!

Finalement, après le malheur et la mort de centaines d'innocents, la déroute du PP a été internationalement reconnue comme le triomphe du "Non" à la guerre et aux mensonges d'Aznar, ainsi que comme l'expression de la volonté de changement politique qui, depuis plus d'un an, s'est exprimée au cours de nombreuses mobilisations sociales.

La possibilité qu'il se produise un véritable tournant par rapport à la politique menée aux sommets depuis plusieurs années souffre malheureusement du grave inconvénient que ce nouveau cycle va se développer sous l'hégémonie d'un PSOE ancré au "centre" et avec une Izquierda Unida (IU) électoralement et socialement affaiblie. Il faudra travailler d'arrache-pieds pour que s'ouvre la voie d'une autre politique et d'une autre gauche.

Indignation et solidarité

La commotion provoquée par le massacre de plus de 200 personnes, en majorité des travailleurs et des jeunes parmi lesquels de nombreux "sans papiers", a constitué un cadre inédit dans lequel l'indignation et la solidarité face à l'événement s'est accompagné de doutes sur la responsabilité réelle d'un attentat aussi terrible. Les doutes ont été croissants face à la claire manipulation de l'information de la part du

gouvernement qui avait immédiatement attribué cette responsabilité à l'ETA pour la seule raison que cette hypothèse favorisait le mieux ses intérêts électoraux.

Aznar n'en est pas resté là puisqu'il a appelé par la suite la population à

à la guerre" ont été scandés par de nombreuses personnes. Ces mots d'ordres se sont prolongés et amplifiés le samedi 13 mars au cours de manifestations de protestation spontanées devant les sièges du PP, des rassemblements qui ont surpris tous les appareils des partis - y compris celui d'Izquierda Unida. Au fur et à mesure que la thèse de la responsabilité d'Al Qaeda gagnait en force, le slogan "Les morts sont à nous, les guerres sont à vous" fut sans doute celui qui a exprimé le mieux l'indignation populaire.

La tentative du PP d'instrumentaliser électoralement l'attentat en faveur de sa croisade "antiterroriste" s'est finalement transformée en un boomerang contre ce parti. Les gens se sont rappelé le rejet massif à la guerre en Irak et les mensonges d'Aznar et de ses amis Bush et Blair sur les armes de destruction massive. Le résultat fut une progression

notable de la participation électorale, particulièrement dans la jeunesse, et la concentration du vote autour du candidat socialiste Zapatero, qui avait annoncé qu'il ne formerait un nouveau gouvernement qu'à la condition d'obtenir plus de voix que Rajoy, le candidat du PP.



photo: acp.sindominio.net

manifestes "en défense de la Constitution et pour la défaite du terrorisme", voulant ainsi s'approprier la solidarité avec les victimes en fonction de ses propres objectifs. Mais, au cours des multiples manifestations du vendredi 12 mars, les slogans "Qui sont les responsables?" et "Non

Cette pression du "vote utile" a défavorisé Izquierda Unida (qui passe de 9 députés à 5 - 4,96% - y compris parmi ces derniers 2 députés de son allié catalan). IU a également été touchée par un système électoral peu favorable puisque, malgré le fait qu'elle demeure la troisième force politique nationale en termes de suffrages (plus d'un million deux cent milles voix), elle compte moins d'élus que les forces nationalistes catalanes de droite (Convergència i Unió) et de gauche (Esquerra Republicana, qui passe de 1 à 8 députés) et le Parti nationaliste basque. La croissance d'Esquerra Republicana est sans nul doute significative mais semble plutôt exprimer un vote réactif de solidarité face à la criminalisation du dialogue et du nationalisme catalan et non une adhésion positive à un projet encore non défini.

Egalement significatifs; le siège obtenu par la liste de "Nafarroa Bai" (ndlr. gauche modérée basque) tandis que la coalition Aralar-Zutik (gauche radicale basque), malgré qu'elle ne gagne aucun élu au parlement, a obtenu des résultats honorables qui devraient faire réfléchir Batasuna (qui a obtenu un nombre de votes nuls - puisque ce parti a été déclaré "illégal" - inférieurs à celui obtenu aux dernières élections municipales). Sa position risque de s'affaiblir encore si, dans le nouveau contexte, l'ETA ne se décide pas à proclamer une trêve indéfinie dans tout le pays.

Une nouvelle étape politique

C'est donc une nouvelle étape politique qui s'ouvre, dans laquelle le PSOE sort gagnant mais sans pour autant avoir obtenu la majorité absolue (il lui manque 12 députés pour cela). Il se voit donc obligé de tenir compte de l'appui des autres forces parlementaires de gauche et nationalistes afin de pouvoir entamer une nouvelle politique. Car il est évident que la majorité des citoyens qui ont voté ont exigé et continueront à exiger un tournant radical par rapport aux politiques impulsées depuis au moins quatre ans par le PP. Il existe une soif d'en finir avec l'au-

toritarisme et la manipulation de l'information de la part des médias publics; une compréhension de la nécessité de rompre l'alliance avec la stratégie de "guerre globale et permanente" de Bush en exigeant le retour immédiat des troupes espagnoles qui occupent l'Irak; une volonté de rupture avec l'offensive néolibérale contre les services publics et les droits sociaux fondamentaux; un besoin de reconnaître la réalité plurinationale de l'Etat espagnol et de jeter les ponts du dialogue qui conduisent au respect du droit à l'Euzkadi ou à la Catalogne de décider de leur futur; enfin, une prise de position en faveur une conception socio-écologique et paritaire de la "sécurité" face aux conceptions liberticide et xénophobes qui prédominent non seulement dans l'Etat espagnol mais aussi dans toute l'UE et "l'Occident".

Capital social alternatif

Ni le programme, ni la prévisible composition du nouveau gouvernement du PSOE - sans compter les pressions provenant de l'UE et des Etats-Unis - ne permettent de penser que Zapatero sera à la hauteur de ces exigences. Cela implique qu'il faut poursuivre la mobilisation sociale et les efforts afin de construire une "gauche de gauche".

Cette voie doit tout autant passer par une réorientation et une auto-réforme de IU - une tâche difficile mais pas impossible - que, surtout, par le saut de plein pied dans l'action politique d'une nouvelle génération libérée des défaites du passé et prête à "avancer en questionnant", à construire des réponses ouvertes et toujours inachevées. Les récentes mobilisations sont là pour démontrer qu'il existe un "capital social alternatif" suffisant que pour avancer dans cette direction. ■

* Membre de la présidence fédérale d'I.U. et membre d'"Espacio Alternativo" - courant interne de IU qui rassemble nos camarades de la IVe Internationale dans certaines régions de l'Etat espagnol. Traduction de l'espagnol, **la gauche**.

Irak: une Constitution démocratique?

La Constitution provisoire irakienne a été saluée comme une "victoire de la démocratie", censée donner normalité et légitimité à un régime instauré sous les baïonnettes étatsuniennes. Passons sur la méthode, déjà fort douteuse, de son adoption: les peuples d'Irak n'ont une fois de plus pas été consultés. Seuls les 25 membres du Conseil de gouvernement irakien, ont apposé leurs signatures après de laborieuses tractations et de fragiles compromis entre les représentants des différentes communautés. Si, sur le papier, cette Constitution énonce quelques beaux principes (quotidiennement bafoués dans toutes les démocraties bourgeoises) et reconnaît des droits et une autonomie élargie pour des peuples précédemment opprimés sous Saddam, le reste n'est guère brillant. Le droit de grève est ainsi reconnu "dans les limites de la loi", une loi qui, comme le texte l'indique, maintiendra en vigueur les décrets pris par l'actuelle autorité d'occupation qui interdit les grèves dans les entreprises "stratégiques". Le texte reconnaît l'Islam comme une religion d'Etat et "une source de législation", ce qui ouvre la porte à l'application de la Charia comme référence juridique. C'est également en retour en arrière qui abolit les avancées obtenues lors du coup d'Etat nationaliste de 1958. Les femmes, dont on condamne par ailleurs en des termes vagues toute discrimination, en sont les premières victimes puisque leur droit à un mariage libre, au divorce et à la garde des enfants est en passe d'être liquidé. ■

"un pays solidaire et libre"

Au cours de la conférence de presse pour son nouveau film "La mauvaise éducation", le célèbre cinéaste Pedro Almodovar a évoqué les attentats de Madrid et le résultat des élections en déclarant que " Cette terrible semaine a culminé avec une nouvelle libératrice, dommage que nous ayons dû payer un prix aussi élevé pour cela (...). Dimanche, nous sommes revenus à la démocratie, une chose que nous avons perdu il y a 8 ans. Le kidnapping et la manipulation de l'information à laquelle ils (le PP) nous avaient habitués, ce n'est pas la démocratie." ■

La double charge

Un rapport de l'Organisation Internationale du Travail confirme quelques vérités qu'il ne faut jamais se lasser de répéter: l'oppression patriarcale et l'exploitation capitaliste frappent de concert les femmes, qui sont beaucoup plus touchées par la pauvreté et les inégalités. Si, depuis 10 ans, 200 millions de femmes ont intégré le marché du travail, c'est majoritairement sous des statuts précaires. Elles constituent ainsi 60% (soit 330 millions) des 550 millions de travailleurs pauvres dans le monde qui survivent avec moins de 1 dollar par jour. Et, comme il fallait s'y attendre, à travail égal, les salaires des femmes sont en moyenne 20% moindres que ceux de leurs collègues masculins. ■

En octobre 2002, c'est avec plus de 20 millions de voix d'avance sur son concurrent que Luis Inacio "Lula" da Silva, candidat du Parti des Travailleurs (PT) accédait à la présidence. Après vingt années de politique néolibérale dévastatrice d'un point de vue social et économique, cette élection redonnait un énorme souffle d'espoir de voir enfin se concrétiser des actes politiques forts qui donnent la priorité à la satisfaction des besoins humains fondamentaux. PAR OLIVIER BONFOND ET ERIC TOUSSAINT

Le Brésil sous Lula vers une déception POPULAIRE?

Cet enthousiasme initial se justifiait pleinement. De par son histoire et sa personnalité, c'est la justice sociale qui semblait être au cœur des convictions de Lula. Son programme historique était en totale rupture avec l'idéologie néolibérale: suspension immédiate du paiement de la dette, augmentation du salaire minimum légal, réforme agraire, redistribution des terres aux paysans (MST), augmentation des dépenses publiques, notamment dans les secteurs de l'enseignement et de l'éducation, éradication de la faim ... le FMI et la BM n'ont qu'à bien se tenir !

Deux compromis douteux

Premièrement, sans l'aval des membres du PT, il conclut une alliance avec le Parti Libéral qui donne à ce parti la vice-présidence. Ensuite, contrairement à ce qu'il avait affirmé avec force ces dernières années, il s'engage à respecter les accords signés entre son prédécesseur (F-H Cardoso) et le FMI. La dette continuera d'être remboursée. En accordant au Brésil un prêt de 33 milliards de dollars répartis sur trois années, le FMI savait ce qu'elle se faisait. Le but était de "bétonner" sa position sur Cardoso mais aussi sur le futur président.

Sur les raisons qui expliquent ce changement de cap, le débat reste ouvert. Une chose est claire cependant, il ne veut pas passer à côté de la présidence une fois de plus. Il est donc essentiel de renforcer sa position. Si certains sont convaincus que ce discours teinté de modération lui a effectivement permis de gagner, entre autres en recevant pour la première fois le soutien du groupe médiatique O'globo, d'autres pensent que ces actes étaient inutiles et contre productifs. Il aurait été élu de

toute façon. Il aurait sans doute perdu des voix, mais l'effet désastreux de 15 années de politique néolibérale avait installé au sein de la population brésilienne un réel désir de changement. A posteriori, son écrasante majorité, alimentée par l'ensemble des votes contestataires, confirme cette hypothèse.

L'important à cet instant, c'est que le doute reste permis. Son but était-il tactique ou stratégique? Avait-il



adopté cette position pour s'assurer la présidence, sans perdre ses convictions profondes et avec l'intention ferme de concrétiser son programme progressiste? Un regard sur l'année 2003 va donner la réponse à ces questions.

Sur la route du néolibéralisme

Dès le début de son mandat, les actes qu'il pose ne laissent plus de place au doute. La composition de son gouvernement est un signe tout à fait caractéristique. En effet, tous les postes clés du gouvernement vont à des personnes liées aux intérêts des grands capitalistes alors que les postes dotés de moyens financiers moins importants iront à des personnalités "sympathiques" de gauche. Il nomme ainsi président de la banque centrale Henrique de Campos Meirelles qui a été président de la

banque FleetBoston, 7e banque aux USA et deuxième créancier du Brésil...

Lula et son gouvernement vont alors mettre en pratique une politique de type néolibéral en accord avec l'idéologie des institutions internationales. En ce qui concerne les accords avec le FMI, non seulement il les respecte, mais il va encore plus loin: plutôt que 3.75 % comme prévu initialement, c'est 4.25 % de surplus budgétaire que le gouvernement s'engage à atteindre! Les dépenses sociales devront encore diminuer. On assiste également à une augmentation du taux d'intérêt directeur de la banque centrale, ce qui renforce inévitablement l'inégalité sociale. La réforme de la sécurité sociale favorise les fonds de retraite privés. L'utilisation d'OGM est légalisée tandis que la réforme agraire avance à pas de tortue.

Ces mesures sont donc non seulement en contradiction avec les engagements qui lui ont permis de recevoir les suffrages populaires, mais elles le mettent dans l'impossibilité de tenir ses promesses: l'austérité budgétaire et le paiement de la dette réduisent drastiquement les montants pouvant servir à éliminer la faim, augmenter les niveaux de salaire, étendre la réforme agraire ou entreprendre d'autres mesures progressistes. La hausse des taux d'intérêts ne fait qu'augmenter les sommes à rembourser, sans parler de la difficulté accrue pour les petits et moyens producteurs d'accéder au crédit, ce qui réduit l'investissement et empêche la croissance de l'économie brésilienne.

A sa décharge notons que c'est dans le domaine de la politique internationale qu'il reste le plus radical. Il

s'oppose à la guerre en Irak. Il manœuvre pour réduire la portée de l'A.L.C.A. Il participe à la mise en échec de la réunion de Cancun, où le groupe des 21 s'oppose à l'agenda de Doha, qui vise à étendre la libéralisation à d'autres secteurs.

Le président Lula justifie fermement ses positions. Toutes les mesures d'austérités qu'il a prises sont nécessaires pour stabiliser la situation. Il a fait des promesses, il va les tenir, mais il a besoin de temps. Même si la réalité nous impose le pessimisme,

le peuple brésilien continue à croire en lui et à le soutenir. Demander du temps semble légitime et les termes de négociation avec le FMI sont techniquement complexes. Néanmoins, s'il ne change pas de position, tôt ou tard, ce soutien va s'éroder.

Quel avenir ?

Sous peine de perdre la confiance que les Brésiliens lui ont donnée, Lula devra rapidement changer de politique. Plus il traînera, plus il maintiendra l'illusion d'un changement, plus la chute sera dure. En priorité il

faudrait rompre les accords avec le FMI et trouver des sources alternatives pour financer un réel développement où la satisfaction des besoins humains est au centre de la réflexion et des choix. Mais il est presque certain que Lula ne prendra pas ce tournant à gauche .

Dès lors, la seule possibilité de changement positif repose sur le mouvement social. Il faudra une puissante mobilisation sociale pour forcer Lula à respecter à l'égard du peuple brésilien ses promesses ou à se démettre. ■

Débat stratégiques dans la gauche brésilienne

PAR ATALUFO RIERA

En décembre 2003, quatre sénateurs et députés ont été expulsés par la direction du PT pour avoir voté contre la réforme des retraites du gouvernement Lula. Parmi eux, notre camarade Heloisa Helena - membre de Démocratie Socialiste, tendance du PT qui rassemble les militants de la IVe Internationale - , une figure extrêmement populaire au Brésil.

Heloisa Helena et ses camarades exclus ont immédiatement appelé à la création d'un nouveau parti. Le 19 janvier, avec une série de personnalités, ils ont adopté un manifeste *"Pour une gauche socialiste et démocratique"*. Leur bilan est sans appel: *"le gouvernement Lula a choisi d'accomplir la tâche à laquelle la social-démocratie institutionnelle s'est consacrée dans un passé récent: faire pour le compte du grand capital ce que la droite traditionnelle n'était pas en condition de faire"*. Après plus d'un an d'expérience au pouvoir, cette évolution n'est pas due à une "dérive idéologique" que l'on peut redresser de l'intérieur du PT (leur expulsion par des méthodes bureaucratiques plutôt que par la confrontation des idées le démontrant par ailleurs) mais bien à une transformation en profondeur des sommets du PT qui se sont rapidement intégrés à l'appareil d'Etat et adaptés à la "realpolitik" de co-gestion néolibérale.

Leur conclusion est donc logique: pour rendre aux travailleurs une expression politique indépendante de la bourgeoisie, il faut *"construire une alternative en terme*

de parti susceptible de remplir l'espace qui a été abandonné. Une alternative qui soit un parti de lutte, contre le modèle néolibéral et le gouvernement qui l'applique, de défense des revendications et objectifs de la classe des travailleurs".

Mais la voie vers la construction d'une telle alternative risque d'être longue et difficile. D'abord pour des raisons légales. Les élections municipales d'octobre 2004 pouvant servir de première échéance, les partisans du "Mouvement pour un nouveau parti de gauche" doivent récolter 500.000 signatures d'ici le mois de juin afin de légaliser ce nouveau parti. Or, malgré son tournant droitier, Lula bénéficie toujours d'une très nette popularité parmi les classes populaires; la décantation et la prise de conscience risquent de prendre du temps.

Ensuite, parce que les forces qui pourraient intégrer ce nouveau parti, en premier lieu les différentes tendances de gauche au sein du PT lui-même, sont fortement divisées face à ce choix. Pour la majorité de la tendance Démocratie Socialiste, par exemple, l'appel à la création d'un nouveau parti est jugé "sectaire" car il reviendrait à se couper de ces masses populaires pour qui le gouvernement Lula est encore "leur" gouvernement. Démocratie Socialiste, représentée au gouvernement par Miguel Rossetto, ministre du développement agraire, estime au contraire qu'il faut jouer sur les contradictions au sein du PT et du gouvernement. Elle appelle à *"la création d'un ample mouvement, dans le parti, dans*

le gouvernement, au Parlement, dans la société, qui fasse pression sur le PT afin que ce dernier revienne à ses positions historiques et sur le gouvernement Lula afin qu'il applique les transformations sociales que le peuple et les travailleurs désirent ardemment".

Il est, actuellement, difficile et délicat de porter un jugement définitivement tranché. La popularité de Lula est effectivement une réalité qu'il serait absurde de nier et d'écarter d'un revers de la main au nom de la pureté de principes abstraits. De plus, l'abandon d'une expérience de 30 ans de construction d'un parti de masse, populaire et réellement démocratique en son temps, né de la lutte contre la dictature, n'est pas chose aisée.

Mais ce ne sont pas seulement les sommets du PT qui se sont transformés, une vaste campagne d'adhésion (par internet notamment!) amène son lot d'opportunistes et de carriéristes à tous les échelons. Enfin et surtout, le vent va tourner lorsque les conséquences sociales des politiques néolibérales du gouvernement Lula seront claires et évidentes pour tous. A ce moment-là, l'existence d'une authentique alternative politique à gauche sera vitale, même si sa gestation se sera faite dans un désert relatif.

En politique, le "moment" est souvent décisif; quitter trop tôt le PT serait tout aussi catastrophique que de le quitter trop tard. ■

la gauche a rencontré à Londres notre camarade **Greg Tucker**, syndicaliste bien connu du syndicat de chemin de fer, militant du ISG (IVe internationale) et candidat sur la liste **Respect**. PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID DESSERS

L'espoir **POLITIQUE** du mouvement anti-guerre **BRITANNIQUE**

Naissance d'une gauche nouvelle

PAR ALAN THORNETT*

(Extraits)

Une nouvelle coalition politique socialiste et pluraliste a été fondée le 25 janvier à Londres, à l'issue d'un congrès regroupant près de 1.500 militants. Son nom: Respect - the Unity Coalition (Respect - la coalition unitaire).

R.E.S.P.E.C.T. est aussi un acronyme. Il signifie: Respect, Égalité, Socialisme, Paix, Ecologisme, Communauté et Trade unionism (syndicalisme). Ceci résume parfaitement les priorités de ses fondateurs et les aspirations du plus grand nombre.

L'émergence de Respect ne peut être comprise sans une appréciation du succès et de la vitalité du mouvement contre la guerre en Angleterre, sans une appréciation de l'unité que ce mouvement a pu forger sur un large éventail de traditions politiques présentes en son sein.

En même temps la population était confrontée à la politique sociale la plus réactionnaire du "New Labour" ("nouveau travaillisme"). La combinaison de ces deux facteurs - la guerre et la politique anti-sociale travailliste - a élargi la brèche ouverte depuis longtemps entre les aspirations de sa base traditionnelle et le nouveau travaillisme de Tony Blair. ■

* Dirigeant du Groupe Socialiste International (ISG, section britannique de la IVe Internationale) et membre de la direction provisoire de Respect, article complet publié sur www.inprecor.org.

C'est Clair et Net sur: www.respectcoalition.org

Respect bénéficie d'un bon écho dans les médias et dans la société. Parviendra-t-il à convaincre un large secteur électoral pour les élections de juin prochain?

Greg Tucker: Nous sommes actifs depuis un certain temps dans l'Alliance socialiste, une structure qui rassemble un bon nombre d'organisations de la gauche radicale. Respect représente une tentative d'agrandir ce réseau politique, sur la base du mouvement anti-guerre qui est un succès dans ce pays. Des millions de gens sont descendus dans la rue contre la guerre de Bush et Blair et ils ont organisé des milliers de comités anti-guerre locaux.

Nous voulons bâtir un large mouvement politique critique à gauche du Labour. Deux facteurs distincts ont conduit à la fondation de Respect. D'une part, l'Alliance socialiste a opté pour l'élargissement. D'autre part, au sein du mouvement anti-guerre, des tas de gens sont arrivés à la conclusion que la lutte contre la guerre ne peut plus se faire au sein des partis politiques existants. Un personnage clé dans cette évolution est le parlementaire George Galloway. Il a été un opposant à la guerre de la première heure et le porte-parole le plus notable du courant anti-guerre au sein du Labour, duquel il a finalement été exclu. Il s'est prononcé à ce moment-là pour une nouvelle force politique de gauche.

L'idée de fonder Respect a également mûri au cours des discussions entre un bon nombre de figures importantes de gauche. L'une d'elle est le célèbre cinéaste Ken Loach. Notre courant collabore depuis longtemps avec lui, c'est un véritable sympathisant qui partage nos idées au sujet du développement ultérieur de Respect. Loach va certainement jouer un rôle important dans la période qui arrive.

Va-t-on vers une sorte d'alliance électorale ou un vers véritable nouveau parti?

G. T. Nous sommes encore dans une phase de démarrage. Mais Respect a déjà beaucoup d'écho. Le mouvement anti-guerre en Angleterre est formé en partie par une alliance des forces politiques qui se trouvent à gauche du Labour, des Verts jusqu'à tous les groupes de la gauche radicale. Mais le mouvement compte aussi une masse d'activistes politiquement non-organisés dans ses rangs. C'est à ces personnes que nous voulons nous adresser avec Respect.



photo: respectcoalition.org

Les élections de juin constitueront le premier test. Respect participera aux élections européennes, à l'élection du Conseil londonien et aux élections locales. Nous considérons

ces élections comme un référendum au sujet de la politique de guerre de Blair et comme un premier test pour une alternative politique au Labour. Pour le moment, Respect est essentiellement une alliance électorale, mais nous pensons qu'elle peut se développer jusqu'à devenir un véritable parti de gauche. Nous menons campagne, avec les militants du ISG, pour une telle option.

Si cela réussit, l'Alliance devra se dissoudre au sein de Respect. Mais cela dépend naturellement du développement ultérieur de ce mouvement. En tant que militants de la IVe Internationale, nous voulons évidemment toujours construire un courant marxiste, mais ce sera au sein d'un parti de gauche plus large. Nous publions ainsi le journal *Socialist Resistance* qui rassemble les militants marxistes plus largement que les seuls membres de la IVe Internationale. Ce journal peut jouer un rôle important selon nous car nous ne voulons pas devenir un petit groupe fermé de IVe Internationale au sein de Respect. ■

Au début de l'année, le premier ministre palestinien Qoreï surprenait ses amis comme ses ennemis en disant que *"si la perspective d'un Etat palestinien viable s'élargit, les Palestiniens pourraient opter pour un Etat binational avec droits égaux pour les Palestiniens et les juifs israéliens."* Cette déclaration surprenante de Qoreï répondait à la poursuite de la construction du mur d'apartheid et de la colonisation de la Palestine par Israël. *"Si ce mur est construit, un Etat palestinien n'a aucun sens et nous lutterons pour un état démocratique binational"*, ajoutait Qoreï avec colère. PAR CHRIS DEN HOND

UN ETAT binational et démocratique?

la vieille revendication ressurgit

Les Israéliens ont réagi avec fureur; *"Cela menace l'existence de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif"* et Colin Powell ajoutait que *"la constitution de deux états est la seule solution pour la paix à condition que l'autorité palestinienne réprime ses militants"*. Les USA et Israël tout d'un coup partisans d'un Etat palestinien? Hier, Israël considérait un Etat palestinien comme une menace pour sa propre existence. Aujourd'hui, nous sommes censés croire qu'Israël cessera d'exister s'il n'y a pas d'Etat palestinien.

La réalité est simple. Israël n'a jamais voulu d'un Etat palestinien. Israël veut la totalité de la Palestine, mais sans Palestiniens. Ilhan Halevi, le représentant palestinien auprès de l'Internationale Socialiste, qualifie ceci d'une colonisation de peuplement, contraire à une colonisation d'exploitation économique. Quand les cowboys nord-américains ont chassé les Indiens, c'était la même volonté de déplacer tout un peuple.

Mais, malgré deux grandes opérations d'épuration ethnique (1948 et 1967), Israël n'a pas réussi à chasser les Palestiniens. Ces derniers savent trop bien qu'un nouvel exode signifierait la perte de toute la Palestine. D'où la forte pression de la direction palestinienne pour les gens ne partent pas. Face à ces Palestiniens têtus, le plan actuel israélien consiste à isoler les zones palestiniennes et y rendre la vie insupportable. Un des premiers résultats des accords d'Oslo a été la construction de nouvelles colonies

juives en Cisjordanie et la construction de routes de contournement "ethniquement pures", car accessibles uniquement par les Juifs. Ces routes relient les colonies avec l'Etat sioniste et ont transformé la Cisjordanie en peau de léopard. Avec la construction accélérée du mur d'apartheid, la Cisjordanie et Gaza ressemblent à des ghettos, densément peuplés, que les Palestiniens pourront un jour appeler "Etat provisoire", mais au sein desquels il n'y a pas plus de liberté que dans le ghetto de Varsovie. Les frontières extérieures, l'espace aérien comme l'approvisionnement en eau et en vivres sont contrôlés à 100% par Israël. Bethléem se trouve à 35 km de Hébron, mais il faut 4 heures aux Palestiniens pour y arriver. Les colons juifs font la même distance en 20 minutes. Idem pour Jénine et Naplouse ou pour Ramallah et Jérusalem-Est.

Sociocide

Un professeur de l'université de Bir Zeit qualifie cette politique de sociocide. Ceux de Jénine ne connaissent plus ceux de Naplouse (à 45 km.). Ceux de Ramallah ne connaissent plus ceux de Bethléem (à 30 km.). Le développement de la société palestinienne est détruit. Il ne s'agit donc pas d'un génocide. Israël ne veut pas éliminer chaque membre du peuple palestinien - même si plusieurs membres du cabinet israélien actuel n'hésiteraient pas. Il s'agit bien de l'élimination des structures de la société palestinienne, des registres

de population, de l'archéologie, de la mobilité, de l'histoire.

Les résultats de cette politique de colonisation israélienne rendent la viabilité d'un Etat palestinien impossible. En août 2000, Marwan Barghouti nous confiait que les Palestiniens acceptaient d'établir un Etat sur 22% de la Palestine historique. Une immense concession. Mais aujourd'hui, avec le mur et les colonies, la Palestine s'est rétrécie à 10 à 12% de la Palestine historique. Fadwa Barghouti, avocate et épouse de Marwan, nous disait fin 2003 que la rue palestinienne parle de plus en plus d'un Etat démocratique qui respecterait les différentes religions et communautés. Un état démocratique laïc et binational. La vieille revendication de l'OLP ressurgit. ■

Les Accords de Genève

Au moins un éventuel Etat palestinien s'avère viable, au plus le nombre de partisans de cette proposition augmente. Les adeptes des soi-disant "accords de Genève" - l'entièreté de la social-démocratie, de la gauche sioniste et des PC européens - sont devenus d'ardents défenseurs de la solution "deux peuples, deux Etats". Voici quelques contre-arguments de l'Association des Palestiniens en France (APF): "La délégation palestinienne n'a pas de légitimité officielle; le droit de retour des réfugiés est aboli; dans les accords, Israël est décrit comme "une terre juive", alors que faire avec les 25% d'Arabes qui vivent en Israël; les accords parlent d'un Etat palestinien, mais sans frontières définies et sans souveraineté sur l'eau, la mer et l'espace aérien; les gouvernements israéliens, de droite et de gauche, veulent à tout prix exécuter le projet sioniste, donc réaliser le Grand Israël seulement pour les juifs, en tuant ou expulsant les Palestiniens; les seuls à qui les accords de Genève peuvent rendre service, ce sont les travailleurs israéliens, qui veulent de nouveau participer au gouvernement israélien."

La chute d'Aristide marque une nouvelle étape dans l'histoire mouvementée d'Haïti et une nouvelle démonstration de l'interventionnisme yankee. Titid était le surnom affectueux que la population haïtienne donnait, il y a 15 ans à un jeune prêtre de paroisse dont les sermons enflammaient les cœurs à la chute du dictateur Duvalier. PAR ISABELLE PONET

Ascension et chute d'Aristide

Titid, c'était le héros de l'église, l'Eglise des petits, l'Eglise d'en bas. Porté par le soutien populaire, il surprend l'establishment en se présentant à la dernière minute aux premières élections, et il les remporte haut la main. Rapidement, tous les opprimés du pays, le plus pauvre d'Amérique, tous les jeunes en quête de liberté, au pays de la première révolution noire, créent autour d'Aristide le parti Lavalas, ce qui signifie l'avalanche. Celle qui devait faire table rase d'un siècle de dictatures féroces.

Mais le théologien de la libération ne plaît ni à Rome ni à Washington et il ne faut pas six mois pour enterrer les espoirs de tout un peuple. Avec la bénédiction de papa Bush, Raoul Cédras, ancien général de Duvalier, expulse Titid, réprime violemment le mouvement populaire, fait d'Haïti la plaque tournante du trafic de cocaïne vers les Etats-Unis et s'approprie éhontément les richesses du pays.

Le visage sanguinaire du nouveau régime fait tache à deux pas de Miami, et les boat peoples affluent. En 1994, Clinton accepte de remettre en place, militairement, le président déchu. Mais celui qui revient aux

affaires par la grâce des mitrailleuses américaines et avec l'aval du Fonds Monétaire International n'est plus le même homme. A quelles conditions a-t-il pu réintégrer Port-au-Prince ? Donner l'image d'une démocratie formelle et juguler le mouvement social. Réduire les services publics pour assurer le service de la dette accumulée par les dictatures. Privatiser le sucre et le ciment et permettre aux entreprises franchisées de



continuer à produire des balles de base-ball, des vêtements et des transistors sous l'étiquette made in USA. Et laisser le riz ou le poulet étasuniens s'écouler à bas prix dans les campagnes pour la ruine de milliers de paysans. Sans ressources, sans même d'eau potable ou d'électricité, les Haïtiens émigrent par milliers dans les champs de canne à sucre dominicains ou dans les usines américaines.

Aristide apprend vite les habitudes de ses maîtres. Il place à tous les postes de l'Etat ses sympathisants, quel que soit leur niveau de compétence ou d'incompétence, remet la justice sous tutelle, se fait construire un palais au-dessus de Port-au-Prince et s'accoquine à son tour avec les barons de la drogue. Il livre surtout le pays aux grands argentiers internationaux.

Quand la révolte commence à s'exprimer massivement dans une population déçue et, une fois de plus, frustrée de son émancipation sociale, Aristide s'offre les chimères, bandes de jeunes affamés qui n'ont rien à envier aux anciens tontons macoutes. Assassinats, pillages et impunité s'ajoutent au sous-développement total. A l'aube de 2004, au moment même où

le président célèbre à peu près seul le bicentenaire de la révolution, les Haïtiens accueillent en sauveurs les rebelles armés, pas plus reluisants que les chimères ou les macoutes mais contrôlés par Baby Bush.

Haïti a conquis son indépendance en 1804, grâce au sacrifice de Toussaint Louverture et de ses compagnons qui, au prix de leur vie, imposent à la France d'appliquer à sa colonie les idéaux de 1789. Mais la France exige un dédommagement des colons pour une somme équivalente à son propre budget national. Haïti remboursera jusqu'à l'occupation américaine de 1915. C'est donc aussi le premier pays à tomber dans la spirale de la dette.

Les siècles de dépendance ont laissé d'autres traces profondes. Le déboisement pour l'exportation vers

Que veulent les Etats-Unis ?

Dans un minutieux travail paru fin février sur le net, Michel Chossudovsky, professeur d'université canadien, démonte le processus étasunien de recolonisation de toute la Caraïbe. En commanditant l'opposition militaire en Haïti et en contrôlant l'opposition civile, composée notamment d'industriels américano-haïtiens, Georges Bush fait en même temps monter la pression sur Cuba et sur le Vénézuéla. Comme en Haïti, l'opposition y est financée par les USA et le régime discrédité quotidiennement par les médias américains. L'autre enjeu souligné par l'auteur est le contrôle du trafic de la drogue et de son blanchiment, dont les banques américaines ont un urgent besoin au moment où ce marché juteux commence à se réaliser en euros. ■

L'Europe a emporté la terre arable, rendant impossibles les cultures. Aucune forme d'industrialisation moderne n'a été mise en place de sorte que la classe ouvrière ne s'est pas développée, avec ses valeurs d'autonomie et de solidarité. L'idée que le travail est symbole d'esclavage reste profondément ancrée dans les mentalités de sorte que seules les professions libérales sont valorisées. Ce

qui crée une intelligentsia complètement séparée de la population, qui préfère exercer à Port-au-Prince ou dans la diaspora occidentale plutôt que dans les villages haïtiens, totalement coupés du monde puisque le réseau routier et ferroviaire est inexistant.

Sans mouvement ouvrier organisé, sans expression politique autonome,

détruite par Duvalier, avec un mouvement social fragile car laminé par Aristide, la population haïtienne se retrouve aujourd'hui le ventre creux et les mains nues, pour réclamer son dû, face à un avenir quadrillé de blindés américains, canadiens et français. ■

C'est Clair et Net sur:
www.risal.collectifs.net

Venezuela Vers un RÉFÉRENDUM présidentiel?

Après le coup d'Etat d'avril 2002 qui avait vu la dictature du patron des patrons s'installer pour 47 heures et le sabotage pétrolier des mois de décembre et janvier 2003 déjoué par les travailleurs et la population vénézuélienne, le Venezuela et la "révolution bolivarienne" sont confrontés à une nouvelle déstabilisation.

Après ses échecs successifs, l'opposition putschiste vénézuélienne s'était engagée à respecter la Constitution et tentait de mettre en oeuvre la procédure, unique au monde, de référendum révocatoire prévue par la Constitution bolivarienne. Elle devait présenter 2.450.000 signatures au Conseil national électoral (CNE), dont la composition avait fait l'objet d'une négociation ardue entre majorité et opposition, pour finalement être acceptée par tous.

Dès la collecte des signatures en décembre, les partisans du président Hugo Chávez avaient crié à la "mégafraude" de l'opposition. Chávez déclarait néanmoins que la décision du CNE serait acceptée quelle qu'elle fût. Au contraire, l'opposition intimait l'ordre au CNE de valider les signatures, faute de quoi elle mettrait le pays à feu et à sang. La réponse du CNE est tombée: sur les trois millions de signatures présentées, 1,8 millions ont été validées, 500.000 annulées (mineurs, morts, personnes non inscrites, etc.) tandis que 800.000 d'entre elles aux calligraphies simi-

lares, doivent être confirmées. Le bras de fer est également institutionnel puisque, par la suite, le Tribunal Suprême de Justice (largement aux mains de partisans de l'opposition) a invalidé cette décision du CNE.

Criant à la violation de ses droits, l'opposition a lancé quelques milliers de têtes brûlées dans les rues, encadrées par les polices des gouverneurs de l'opposition et soutenues par la presse privée, pour s'affronter à la garde nationale (GN) vénézuélienne. Alors qu'il est difficile de distinguer les victimes mortes sous le feu de la GN de celles tuées par les armes des opposants, la presse et l'opposition les attribuent évidemment à la "dictature Chávez", afin d'accréditer l'idée d'un Venezuela non démocratique et de faciliter l'ingérence de l'Organisation des Etats américains (OEA).

La lutte de classes continue donc au Venezuela. Voyant son pouvoir décliner, l'oligarchie tente par tous les moyens de se débarrasser d'un président peu enclin aux compromis avec le néolibéralisme et développant un projet à vocation continentale. L'opposition compte avec le soutien inconditionnel des Etats-Unis, qui financent massivement les organisations de l'opposition, soutiennent les tentatives de coup d'Etat comme celui du mois d'avril 2002 et tentent aujourd'hui de mettre le Venezuela au ban de la communauté internationale

pour de supposées violations des droits de l'Homme. Cette offensive est relayée par la droite et les sociaux-démocrates européens, qui ont proposé une motion de condamnation du gouvernement vénézuélien au Parlement européen.

Devant l'éventualité d'une nouvelle grève patronale, le dirigeant syndical Orlando Chirino a indiqué que, en cas de fermeture des entreprises, l'Union nationale des travailleurs (UNT) défendrait l'occupation des usines et le contrôle ouvrier de leur production. ■

D'APRES UN ARTICLE D'EMILIANO NUÑEZ
ROUGE N°2055, MARS 2004

C'est vite dit...

Des chercheurs qui cherchent... des fonds

En France, faisant suite à plusieurs manifestations et une pétition signée par 65.000 scientifiques (sur les 105.000 qui travaillent dans le public), 4.000 chercheurs ont finalement démissionné de toute charge administrative pour protester contre la situation lamentable de la recherche publique. Comme dans tous les autres secteurs publics, le manque de fonds et la précarité se généralisent. Dans les labos, près de 30% des chercheurs travaillent sous des statuts précaires; CDD alternant périodes de travail et de chômage, "boursiers" touchant à peine plus que le minimum social garanti, etc. Une illustration de plus de la tendance du capitalisme de notre époque à la "prolétarianisation du travail intellectuel" comme le soulignait il y a 30 ans déjà Ernest Mandel. ■

En juillet 2004 se tiendra le XXI^e Camp International des jeunes organisé par la IVe Internationale. Plus de 500 jeunes anti-capitalistes de toute l'Europe se retrouveront près de Saragosse, dans l'Etat espagnol, pour débattre, tisser des liens mais aussi - et ce n'est pas négligeable - faire la fête dans un espace alternatif et autogéré. PAR FREDERIC LEHEMBRE

Sun, fun and socialism

Les camps des organisations de jeunesse de/ou liées à la IVe Internationale méritent un petit mot d'explication. Sans nier les limites d'une telle expérience, il s'agit en partie d'un prototype en miniature de la société que nous souhaitons. Un village d'irréductibles révolutionnaires qui résistent encore et toujours à la domination capitaliste en quelque sorte... Le camp est ainsi organisé sur base d'un fonctionnement autogestionnaire démocratique mais également sur des principes égalitaires, féministes et écologistes... et bien entendu, internationalistes.

Il s'agit donc réellement d'un camp pour et par les jeunes eux-mêmes où chacun-e assume selon sa volonté et disponibilité les tâches collectives. Certes, nettoyer les toilettes n'est peut-être pas quelque chose de charmant, mais en commun avec des jeunes suédois, italiens ou polonais, on peut souvent passer un bon moment. Mais il n'y a pas que cela (heureusement); la gestion des ateliers, des forums, des meetings, le bar, la distribution des repas, tous cela se fait de manière autogérée et collective. Les fêtes, en soirée, sont également une bonne occasion de découvrir les diverses cultures festives et alternatives des jeunes issus des différents pays européens.

Le programme politique occupe bien entendu une large place, avec des thématiques générales (la lutte contre les guerres impérialistes, l'avenir du mouvement altermondialiste, la Palestine, etc.) approfondies au cours de forums ainsi que des dizaines de thématiques plus spéci-

fiques traitées dans des ateliers et formations. Des commissions permanentes sont également mises sur pied; antiracisme et antifascisme, féminisme, la lutte des gays/lesbiennes, etc, qui organisent à la fois des ateliers (non-mixtes parfois, dans le cas de la "commission féministe") mais aussi des manifestations diverses ou des fêtes. Le programme dans son ensemble est élaboré par des représentants des diverses organisations européennes plusieurs mois à l'avance mais il peut encore être modifié sur place par les participants en proposant de nouveaux sujets.

UNE LONGUE HISTOIRE

Les camps internationaux ont une longue histoire, qui remonte au début des années '80. En rassemblant des jeunes anticapitalistes de toute l'Europe, bien longtemps avant l'existence du mouvement anti-globalisation, il s'agissait alors véritablement d'une "première". Aujourd'hui, avec l'existence de mouvements anti-guerre et anti-mondialisation ancrés à la fois nationalement et internationalement, plus que jamais, il y a une demande forte pour des échanges internationaux et des contacts entre activistes au-delà des frontières afin de partager les expériences et tracer des perspectives communes.

Cette année, le XXI^e camp international aura lieu à Ruesta (près de Zaragoza) du 25 au 31 juillet et utilisera les infrastructures d'un camping géré par la CGT, un syndicat anarcho-syndicaliste espagnol qui jouit d'une implantation relativement importante dans certains secteurs et parmi les chômeurs organisés. La présence du camp dans l'Etat espag-

nol permettra à des centaines de jeunes de toute l'Europe de mieux comprendre la situation sociale et politique de ce pays après les attentats du 11 mars à Madrid, la mobilisation de plus de 12 millions d'Espagnols et la déroute consécutive du gouvernement réactionnaire d'Aznar.

En Belgique, la promotion pour le camp est assumée par le POS et s'adresse à tout jeune intéressé par cette expérience. Tout le monde est donc le bienvenu, il n'est pas obligatoire d'être membre du POS (ou de vouloir le devenir, même si ce serait sympa) pour cela. Les camps internationaux sont, de l'avis de tous les anciens participants, "vétérans" de longue date ou plus récents, une expérience inoubliable et forte qui nous permet de nous regonfler à bloc pour les luttes sociales et politiques dans nos pays respectifs.

Si vous êtes tentés par l'aventure, vous pouvez obtenir la brochure d'information sur le programme complet en prenant contact avec la rédaction de la gauche. ■

Dans l'Agenda

■ **Mercredi 28 avril à 19h30, le POS-Liège organise une conférence-débat à l'Auberge Georges Simenon (Place de l'Yser) sur le thème: "Une autre Europe est possible. Une gauche radicale européenne est nécessaire". Avec Alain Krivine (député européen, LCR-France) et Denis Horman (POS).**

■ **Lundi 19 avril à 19H30, le POS-Bruxelles organise une réunion ouverte sur le thème "Pouvoir des médias, médias du pouvoir" au 20 rue Plantin à Anderlecht. Avec (s.r) Geoffroy Gueuens (chercheur ULg) et Freddy De Pauw (POS).**



20 mars 2004.
Manifestation à
Londres contre la
guerre et l'occu-
pation en Irak
 (Indymedia UK)

Bouquinages

Une autre Europe est possible! Elle doit être sociale et démocratique.

Publication du Forum Social de la Région du Centre.

1 euro.

Première partie: *Partout en Europe, les droits économiques et sociaux fondamentaux sont attaqués et mis en question!*

Deuxième partie: *Le financement des droits économiques et sociaux fondamentaux doit être assuré. Cela nécessite des changements radicaux dans la politique économique monétaire et fiscale.*

Infos: 064/67.80.68 ou 064/28.24.78



Manifeste pour une autre Europe

YVES SALESSE. Editions du Félin, 2004, 10,50 euros.

L'Europe dont nous avons besoin n'est pas celle qui se fait aujourd'hui. Ses fondateurs ont voulu utiliser le marché comme instrument de sa construction. Elle est devenue l'instrument du marché. Pour sortir de l'impasse, on ne peut y parvenir par la seule dénonciation. Il est urgent de définir les objectifs sociaux et politiques qui donnent chair à cette autre Europe et aident à lutter au niveau européen. C'est à cet tâche que c'est attelé Yves Salessse, spécialiste des questions européennes et co-président de la Fondation Copernic dans un ouvrage pertinent qui constitue un excellent outil de réflexion militante.

Critique Communiste n° 171

La revue théorique de nos camarades de la LCR consacre un ample dossier aux luttes sociales françaises du printemps 2003. A noter également un article de Murray Smith sur "La question nationale en Europe occidentale". Pour s'abonner à cette excellente revue trimestrielle, écrire à Critique Communiste, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil, France (tarifs: prix au n°:10 euros / 6 mois: 23 euros / un an: 46 euros). Critique Communiste propose également, ensemble avec les éditions Syllepse, les "Cahiers de Critique Communiste", d'intéressants dossiers thématiques (7 euros). Déjà parus: "Impérialisme et mondialisation"; "Marxisme et démocratie"; Marx et l'appropriation sociale". A paraître: "Le marxisme et le capitalisme contemporain" et "Quelle démocratie économique".

Le tour du monde en guerre des auto-canons belges

MARCEL THIRY. Editions du Grand Miroir 2003. 15 euros

Rédition agrémentée de lettres inédites d'Oscar et Marcel Thiry (père de Lise Thiry) à leur famille pendant la Première Guerre Mondiale. Un récit capitivant d'un périple peu banal. A l'âge de 18 ans, Marcel Thiry s'engage, avec son frère, au corps des auto-canons expédié par bateau vers la Russie pour y combattre les Autrichiens. Après la Révolution d'Octobre, les Belges vont devoir rejoindre la France par la Chine puis les Etats-Unis.

Nous ne sommes pourtant pas daltoniens

PAR CELINE CAUDRON

On nous a dit "Gembloux, c'était bleu".

Même si, la victoire modeste, nos amis libéraux ont bien insisté sur le fait que les socialistes ont eu leur part du gâteau avec la chasse aux chômeurs, nous ne pouvons qu'être d'accord avec ce constat.

Si nos ministres-cuisiniers ont enfilé respectivement leur tablier bleu et leur tablier rouge, ils ont quand même suivi la bonne vieille recette libérale, saupoudrée de quelques sérieuses rasades d'état social actif. On voit le résultat.

Sans doute ces talentueux chefs-coq ont-ils été inspirés par l'ambiance bucolique et bourgeoise du joli petit patelin brabançon... Mais oui, ça doit être ça...

Puis, comme pour nous rassurer, on nous a dit "Vous verrez, Ostende sera rouge". D'ailleurs, c'est sûr que ça va être bien radical; les syndicats manifestent. C'est un signe qui ne trompe pas. Aujourd'hui, on a le verdict. Résultat ?

Waou, rouler en vélo sans éclairage n'est plus une infraction grave mais redevient une infraction ordinaire! Ca c'est vachement social pour ceux qui savent pas s'acheter de lampe de vélo.

Chouette, la garantie de revenu aux personnes âgées augmentera de 40 à 60 euros par mois! Oui, bon c'est sur quatre ans... les vieux tiendront quand même bien encore quatre ans, non ?

Youpi, les partenaires sociaux seront consultés sur l'adaptation des allocations au bien-être! Ok, ça commencera en 2007 et leur avis devra "tenir compte à la fois de la situation budgétaire, de l'évolution du marché de l'emploi et de la norme salariale". Mais le gouvernement les laisse parler. C'est déjà ça, non ? Jamais contents!

Ah tiens, on a oublié d'augmenter les allocations de chômage? Mais oui, je suis bête, si on leur donne trop de sous, ils voudront plus accepter des boulots de merde sous-payés. Il faut quand même bien qu'ils travaillent ces fainéants!

Au final, je sais pas vous, mais moi j'ai du mal à distinguer le rouge là-dedans. Faudrait sans doute rappeler au PS que le socialisme c'est comme la grenadine: plus on met d'eau, moins c'est rouge et plus c'est dégueulasse...

Alors donc, en résumé. Au départ, il paraît que notre gouvernement est violet. Puis, on nous sert un conclave très bleu. On poursuit avec un autre très peu rouge ... mais ça fait pas vraiment violet tout ça... on nous aurait menti? ■

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

OUVERTURE. **la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de **la gauche**, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

DÉBAT. Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

ANALYSE MARXISTE. Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.

sommaire

ALTERNATIVES

■ **A gauche et Droits Devant** 2

EDITO

■ **Un nouveau cycle politique?** 3

ECO-LOGIQUE

■ **Oui, l'écologie!** 4

REBELLES

■ **Focus genre. On change de lunettes** 5

ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS

■ **Allergie publicitaire aigüe** 6

■ **Persepolis...** 7

SYNDICATS

■ **Mia De Vits s'en va ...** 8

BELGIQUE

■ **Le Vlaams Blok n'est pas un parasite** 9

SOCIAL

■ **La chasse aux chômeurs ...** 10

■ **Coup de force à Chênée ...** 11

DEBATS

■ **La constitution européenne...** 12

INTERNATIONAL

■ **Espagne. Une autre politique...** 14

■ **Brésil. Vers une déception populaire?** 16

■ **Grande-Bretagne. Respect...** 18

■ **Palestine. Un état ...** 19

■ **Haiti.** 20

■ **Venezuela** 21

■ **Sun, fun and socialism** 22

L'IMAGE 23

BOUQUINAGES 23

Les interviews qui paraissent dans les colonnes de la gauche sont publiées en intégralité à la fin du mois sur notre site www.sap-pos.org.